

Les campagnes de la Méditerranée occidentale autour de 1300 : tensions destructrices, tensions novatrices

*Monique Bourin, Sandro Carocci,
François Menant, Lluís To Figueras*

Pour un historien médiéviste intéressé par les questions démographiques et économiques, les drames collectifs qui secouent actuellement notre planète évoquent ceux qui se sont joués aux derniers siècles du Moyen Âge. L'analogie peut paraître paradoxale si l'on pense à l'abîme qui sépare les structures actuelles de la production, des échanges et de la redistribution de celles d'il y a six ou sept cents ans. Et pourtant, l'analyse des différents champs où se développe aujourd'hui la crise montre bien des similitudes avec ce qui s'est passé en Europe aux XIII^e et XIV^e siècles, à commencer par le manque périodique de nourriture dont souffre de nos jours une partie de l'humanité, et qui n'est pas dû à l'insuffisance de la production alimentaire, mais à ses mécanismes de répartition. Les problèmes qui assaillent l'humanité depuis quelques années – ou dont la portée devient aujourd'hui évidente – ont leurs équivalents, *mutatis mutandis*, dans l'Europe des derniers siècles du Moyen Âge, assaillie par la famine, en butte aux crises financières et à des expérimentations fiscales hasardeuses, plongée dans une concurrence internationale qui évoque la mondialisation d'aujourd'hui : certains contemporains particulièrement clairvoyants constataient déjà qu'une phase de croissance venait de s'achever alors qu'ils la considéraient comme naturelle et destinée à se poursuivre indéfiniment.

La crise du bas Moyen Âge a suscité, depuis un demi-siècle, une abondante littérature qui en a précisé bien des aspects. Disettes, épidémies, guerres dévastatrices, déclin démographique et abandons d'habitats, crises financières, bouleversements économiques et sociaux de toutes sortes en sont les éléments majeurs, qui s'étendent de façon plus ou moins continue sur une grande partie des XIV^e et XV^e siècles. Le programme de recherche collectif dont cet article présente les

résultats¹ concerne plus particulièrement les débuts de cette période de crise et ses prolégomènes, dans une fourchette chronologique définie grossièrement comme le siècle qui s'étend de 1250 à 1350, et centrée sur le demi-siècle qui entoure 1300 – ce que par convention nous désignerons désormais comme « la conjoncture de 1300 », « la crise de 1300 »² ou « les années 1300 ».

La « conjoncture de 1300 »

La peste de 1348 a été longtemps considérée comme le facteur essentiel de déclenchement de la « crise du bas Moyen Âge »³. Mais au début des années 1950, une série de travaux, dus notamment à Michael Postan⁴, approfondis et nuancés en 1962 par une synthèse mémorable de Georges Duby⁵, a imposé l'idée que la peste avait frappé une Europe déjà en grave difficulté ; dans les dernières décennies du

1 - Ce programme a donné lieu à quatre colloques placés sous le titre général *La conjoncture de 1300 en Méditerranée occidentale* : Monique BOURIN, John DRENDEL et François MENANT (dir.), *Les disettes dans la conjoncture de 1300 en Méditerranée occidentale*, 27-28 février 2004, École française de Rome (sous presse) ; Lluís TO FIGUERAS et Pascual MARTÍNEZ SOPENA (dir.), *Dinámicas comerciales del mundo rural: actores, redes y productos*, 17-20 octobre 2005, Madrid, Casa de Velázquez ; Antoni FURIÓ et Marc BOMPAIRE (dir.), *Moneda, crédito y fiscalidad en el mundo rural* / *Monnaie, crédit et fiscalité dans le monde rural*, 8-10 février 2007, Madrid, Casa de Velázquez. Les actes de ces deux colloques constitueront un volume unique, actuellement en préparation : Monique BOURIN, François MENANT et Lluís TO FIGUERAS (dir.), *Échanges, prélèvements et consommation dans le monde rural* ; Sandro CAROCCI (dir.), *La mobilità sociale nel medioevo*, Rome, École française de Rome, 2010. Cet article a été rédigé par quatre des responsables du programme : Monique Bourin et François Menant se sont chargés de la première partie (« La conjoncture de 1300 »), F. Menant de la deuxième (*Les disettes*), Lluís To Figueras de la troisième (*La commercialisation de la société rurale*), M. Bourin de la quatrième (*Monnaie, crédit, fiscalité*) et de la conclusion, Sandro Carocci de la cinquième (*La mobilité sociale*). Le texte de S. Carocci a été traduit de l'italien par F. Menant et Jean-Claude Maire-Vigueur, celui de L. To Figueras, rédigé directement en français, a été revu par M. Bourin et F. Menant.

2 - À strictement parler, c'est cette phase de retournement de la conjoncture qui doit être appelée crise, et non la longue dépression qui lui succède.

3 - Les considérations qui suivent s'inspirent particulièrement du tour d'horizon effectué en octobre 2002 à l'initiative de John Drendel à l'université du Québec à Montréal sous le titre *Postan - Duby : le destin d'un paradigme. Peut-on comprendre les crises économiques de la fin du Moyen Âge sans le modèle malthusien ?*

4 - Michael M. POSTAN, « Some demographic evidence of declining population in the later Middle Ages », *Economic History Review*, 2-3, 1950, p. 221-246 ; Édouard PERROY, « À l'origine d'une économie contractée : les crises du XIV^e siècle », *Annales ESC*, 4-2, 1949, p. 167-182 ; Carlo Maria CIPOLLA *et al.*, « La démographie au Moyen Âge », 9^e congrès international des sciences historiques, Paris, Armand Colin, 1950, I, p. 55-75. Pour des références complémentaires : Monique BOURIN et François MENANT, « Avant-propos », in M. BOURIN, J. DRENDEL et F. MENANT (dir.), *Les disettes dans la conjoncture de 1300...*, *op. cit.*

5 - Georges DUBY, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, Paris, Éd. Montaigne, 1962.

XIII^e siècle, la phase d'expansion qui durait depuis trois siècles aurait buté sur l'incapacité technique de l'agriculture à nourrir une population en constante augmentation. La crise de 1300 se présente donc, dans ce modèle, comme le retournement de conjoncture à l'intérieur d'un cycle économique et démographique de longue durée, entre une phase de croissance qu'on s'accorde aujourd'hui à faire commencer au IX^e siècle, sinon plus tôt, et une phase de stagnation et de récession qui couvre le XIV^e et presque tout le XV^e siècle dans une bonne partie de l'Europe⁶.

Ce schéma d'inspiration malthusienne a été, depuis un demi-siècle, admis sans guère de discussion pour l'Europe du Nord. Parallèlement, une analyse marxiste appuyée sur des présupposés analogues relisait la situation comme une « crise du féodalisme » où l'excès de prélèvement seigneurial amputait la disponibilité de ressources des paysans⁷.

Certaines régions au moins de l'Europe méditerranéenne semblaient cependant avoir échappé à la « grande dépression » du bas Moyen Âge : l'Italie du Nord, industrialisée et en partie épargnée par la peste ; la Sicile au destin économique tourmenté, tôt conditionné par la demande en denrées et matières premières des grandes villes et des États de Méditerranée occidentale⁸ ; et surtout sans doute la péninsule Ibérique : sa moitié méridionale devient au XIII^e siècle terre de peuplement pour les conquérants chrétiens et l'attraction de ces terres à prendre provoque un effet de soupape sur la démographie des royaumes du Nord, Castille, couronne d'Aragon et Portugal ; le rapport entre population et disponibilité des terres reste ainsi très favorable dans l'ensemble de la péninsule, tandis que l'expansion commerciale et militaire des Catalans et des Valenciens en Méditerranée stimule la production et l'orienté vers la spécialisation ; la croissance se poursuit pendant les derniers siècles du Moyen Âge, dans le sud de la péninsule en tout cas⁹.

6 - Sur l'usage du mot « crise » par les historiens de l'économie, voir Alain GUERREAU, « Crise », in C. GAUVARD, A. DE LIBERA et M. ZINK (dir.), *Dictionnaire du Moyen Âge*, Paris, PUF, 2002, p. 369-370. Sur les acceptions du terme reçues pour l'économie médiévale, voir Luciano PALERMO, *Sviluppo economico e società preindustriali. Cicli, strutture e congiunture in Europa dal medioevo alla prima età moderna*, Rome, Viella, 1997 ; François MENANT, « Crisis de subsistencia y crisis agrarias en la Edad Media: algunas reflexiones previas », in H. R. OLIVA HERRER et P. BENITO Y MONCLÚS (dir.), *Crisis de subsistencia y crisis agrarias en la Edad Media*, Séville, Universidad de Sevilla, 2007, p. 17-60.

7 - Ouvrage emblématique pour la France : Guy BOIS, *Crise du féodalisme. Économie rurale et démographie en Normandie orientale, du début du XIV^e siècle au milieu du XVI^e siècle*, Paris, Presses de la FNSP/Éd. de l'EHESS, 1976 ; *Id.*, *La grande dépression médiévale, XIV^e et XV^e siècles. Le précédent d'une crise systémique*, Paris, PUF, 2000. Accès commode à l'école anglaise : Christopher DYER, Peter COSS et Chris WICKHAM (dir.), « Rodney Hilton's Middle Ages. An exploration of historical themes », *Past & Present Supplement*, 195-2, 2007.

8 - Henri BRESCH, *Un monde méditerranéen, économie et société en Sicile, 1300-1450*, Rome/Palermo, École française de Rome/Accademia di scienze, lettere e arti di Palermo, 1986 ; Stephan R. EPSTEIN, *An island for itself. Economic development and social change in late medieval Sicily*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 ; Amedeo FENIELLO, *Les campagnes napolitaines à la fin du Moyen Âge. Mutations d'un paysage rural*, Rome, École française de Rome, 2005.

9 - Antoni FURIÓ, « Disettes et famines en temps de croissance. Une révision de la 'crise de 1300' : le royaume de Valence dans la première moitié du XIV^e siècle », in M. BOURIN,

Ces exceptions au schéma d'ensemble de la crise suggéraient des scénarios différents, qui restaient cependant marginaux dans l'historiographie ancienne. Mais on dispose désormais de nouvelles lectures de la conjoncture du bas Moyen Âge, de valeur plus générale. Retenons les trois principales : les historiens anglo-saxons ont élaboré une interprétation qui réévalue à la baisse la portée de la crise, en donnant un rôle central à la commercialisation de la production agricole et aux activités non agricoles des ruraux qui auraient permis d'absorber la croissance démographique et l'effet des crises¹⁰. D'autres médiévistes, regardant en général davantage vers l'aval que vers l'amont et attentifs aux grands flux du commerce international plus qu'au quotidien des masses paysannes, identifient l'émergence d'un grand marché européen, favorisé par la construction des États comme élément moteur de l'économie des derniers siècles du Moyen Âge¹¹. L'archéologie, enfin, ne cesse de révéler des aspects jusque-là ignorés des réalités de cette époque dans lesquels la crise n'apparaît guère, bien au contraire : les hommes des XIV^e et XV^e siècles semblent dans leur ensemble jouir de conditions de vie bien plus confortables et raffinées que leurs ancêtres, et les archéologues actuels sont très loin de la focalisation sur les symptômes de crise – avec les villages abandonnés en tête de liste – que privilégiait la génération précédente, à l'aube de l'archéologie médiévale¹².

Les limites de compétence des participants et le désir de ne pas étendre indéfiniment les questionnements ont empêché d'élargir encore le champ d'observation ; il ne fait pas de doute pourtant que l'on ne peut pas comprendre entièrement la conjoncture que traversent les pays du nord-ouest de la Méditerranée sans savoir ce qui se passe sur les rivages méridionaux et orientaux, c'est-à-dire dans les mondes musulman et byzantin. L'enquête sur la conjoncture de 1300 en Méditerranée occidentale a, à maintes reprises, souligné l'osmose entre l'économie de l'Europe méditerranéenne, ses grandes villes portuaires en particulier, et celles de ses deux

J. DRENDEL et F. MENANT (dir.), *Les disettes dans la conjoncture de 1300...*, *op. cit.* ; Carlos LALIENA, « Développement économique, marché céréalier et disettes en Aragon et Navarre, 1280-1340 », *ibid.* ; Carlos REGLERO DE LA FUENTE, « Les disettes dans le royaume de Castille (entre 1250 et 1348) », *ibid.*

10 - Bruce M. S. CAMPBELL (dir.), *Before the Black Death: Studies in the crisis of the early fourteenth century*, Manchester, Manchester University Press, 1991 ; Richard H. BRITNELL et Bruce M. S. CAMPBELL (dir.), *A commercializing economy: England 1086 to circa 1300*, Manchester, Manchester University Press, 1995 ; Richard H. BRITNELL (dir.), *The commercialization of English society, 1100-1500*, Manchester, Manchester University Press, 1993 ; James MASSCHAELE, *Peasants, merchants and markets: Inland trade in medieval England, 1150-1350*, Basingstoke, Macmillan, 1997.

11 - Stephan R. EPSTEIN, « The late medieval crisis as an integration crisis », in M. PRAK (dir.), *Early modern capitalism: Economic and social change in Europe 1400-1800*, Londres, Routledge, 2001, p. 25-50, ou le chapitre dans *Id.*, *Freedom and growth: The rise of states and markets in Europe*, Londres, Routledge, 2000.

12 - Parmi de nombreuses publications récentes : Joëlle BURNOUF *et al.*, « Sociétés, milieux, ressources : un nouveau paradigme pour les médiévistes », in *Être historien du Moyen Âge au XXI^e siècle. XXXVIII^e Congrès de la SHMÉS, Cergy-Pontoise, Évry, Marne-la-Vallée, Saint-Quentin-en-Yvelines, 31 mai-3 juin 2007*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008, p. 95-132 ; Joëlle BURNOUF *et al.*, *Manuel d'archéologie médiévale et moderne*, Paris, Armand Colin, 2009.

grands voisins. Un aperçu de l'importance cruciale des relations annonaires entre les deux rives, en temps de pénurie particulièrement, a été donné par Dominique Valérian¹³ et ses observations pourraient être élargies à bien d'autres objets d'échanges : d'autres denrées alimentaires, des matières premières – coton ou cuir –, de l'or, des esclaves..., et dans l'autre sens l'argent, le drap, et les produits stratégiques que sont le fer, le bois, la poix. Au demeurant, ces flux commerciaux ont été bien étudiés par le passé et suscitent aujourd'hui un renouveau d'intérêt prometteur.

Mais l'attention portée aux autres économies méditerranéennes doit dépasser le domaine des échanges : de grands travaux récents révèlent le renouvellement qu'a connu l'étude des économies byzantine et musulmane, et on peut envisager, dans une étape ultérieure, d'amorcer une confrontation entre les rythmes économiques des trois grands ensembles méditerranéens.

Dans l'attente d'explorations complémentaires, l'on considère actuellement que l'économie byzantine est alignée sur la croissance occidentale, jusqu'à 1204 du moins, les destinées des différentes parties de l'empire devenant ensuite trop divergentes pour en tirer une image d'ensemble ; la part des transactions marchandes et des échanges commerciaux a en tout cas été réévaluée à la hausse, tout comme le rôle des entrepreneurs indigènes. En revanche, des phénomènes qui paraissaient caractéristiques de l'économie byzantine, comme la redistribution par l'État, le *tied trade* qu'il contrôle et la production hors marché des grandes exploitations (*oikoi*), soigneusement réexaminés ces dernières années, sont considérés comme moins essentiels qu'ils ne l'étaient, même s'ils restent un trait distinctif par rapport à l'économie occidentale¹⁴.

En ce qui concerne le monde musulman, les révisions récentes confirment la réalité de la crise que l'on voyait au XI^e siècle¹⁵, au Maghreb en tout cas. Mais on pense désormais que, dans les deux siècles qui suivent, se produit une recomposition économique qui profite aux régions maritimes et plus largement à toutes celles qui sont intégrées dans les réseaux d'échanges internationaux : les littoraux du Maghreb bénéficient du dynamisme du commerce latin en Méditerranée, l'économie rurale se réoriente vers les activités d'élevage (liées à l'extension du nomadisme, mais aussi en réponse à la demande européenne en laines et cuirs). L'économie égyptienne, quant à elle, profite du développement de la route des épices par la mer Rouge et l'océan Indien, en partie en relation avec la demande

13 - Dominique VALÉRIAN, « La conjoncture de 1300 au Maghreb », in M. BOURIN, J. DRENDEL et F. MENANT (dir.), *Les disettes dans la conjoncture de 1300...*, op. cit.

14 - Angeliki E. LAIOU (dir.), *The economic history of Byzantium, from the seventh through the fifteenth century*, Washington, Dumbarton Oaks Research Library and collection, 2002.

15 - Un état des lieux encore relativement actuel a été dressé par Jean-Claude GARCIN (dir.), *États, sociétés et cultures du monde musulman médiéval, X^e-XV^e siècle*, Paris, PUF, 1995-2000. Mais cette question est en pleine évolution, et les remarques qui suivent s'appuient surtout sur trois travaux récents : Dominique VALÉRIAN, *Ports et réseaux d'échange dans le Maghreb médiéval*, Madrid, Casa de Velázquez, sous presse ; Id., *Bougie, port maghrébin (1067-1510)*, Rome, École française de Rome, 2006 ; Éric VALLET, *Pouvoir, commerce et marchands dans le Yémen rasklidi (626-858/1229-1454)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010. Nous remercions Dominique Valérian pour les indications qui ont permis la rédaction de ce passage.

européenne. Les XII^e-XIII^e siècles apparaissent ainsi comme une phase de croissance économique du monde musulman, ou du moins de celles de ses régions que nous connaissons le mieux. Cette croissance, moins soutenue que celle de l'Europe mais bien réelle, profite surtout aux régions intégrées dans des réseaux d'échanges désormais centrés sur des pôles d'impulsion situés en Europe, donc principalement aux régions littorales et aux axes qui mènent aux ports. Au XIV^e siècle suit une crise, dont la chronologie et les modalités restent à préciser : il serait particulièrement intéressant de les connaître dans notre optique de la conjoncture méditerranéenne.

L'évolution économique des espaces musulman et byzantin, en tout cas celle des régions qui sont en relation avec l'Europe et sur lesquelles on a des indications précises et récentes, s'avère ainsi propre à entrer dans une comparaison avec celle de l'Europe méditerranéenne.

Le programme de recherche « La conjoncture de 1300 en Méditerranée occidentale » a été l'aboutissement des réflexions et des doutes suscités par ces révisions historiographiques chez un certain nombre de médiévistes spécialistes de différentes régions de l'Europe méditerranéenne. Ils avaient fait séparément un même constat : le modèle qui s'était imposé pour expliquer la crise du bas Moyen Âge, et tout particulièrement son déclenchement au tournant des XIII^e et XIV^e siècles, avait été construit avant tout à partir de documents concernant l'Europe du Nord-Ouest, et il ne correspondait pas vraiment au tableau que livraient les archives catalanes, languedociennes, provençales, italiennes... qu'eux-mêmes dépouillaient. Au fil des discussions, s'imposait une exigence commune que permettrait précisément de satisfaire le croisement de leurs expériences : vérifier si ces modèles, au vrai déjà anciens, issus d'une logique historique fondamentalement malthusienne, s'appliquaient bien à l'Europe méditerranéenne. Ne fallait-il pas relire la documentation des régions méditerranéennes en fonction de la profonde évolution qu'avait traversée l'historiographie du Moyen Âge, notamment dans l'Europe du Nord-Ouest, depuis qu'ils avaient été formulés ?

Il était indispensable pour effectuer cette vérification de se demander, région par région, dans quelle mesure il y avait bien une « crise » dans l'Europe méditerranéenne autour de 1300 et comment elle se manifestait. Dans ce cadre régional, il fallait évaluer dans quelle mesure les schémas explicatifs proposés jusqu'ici pour l'aire méditerranéenne – plus ou moins dérivés du modèle Postan-Duby – étaient convaincants, en élucidant leurs arrière-plans théoriques, et chercher si l'évolution des régions méditerranéennes, dans cette phase critique de l'histoire du continent, pouvait être mieux comprise par d'autres approches.

Pour réévaluer l'état de l'Europe méditerranéenne aux environs de 1300 et la validité des schémas classiques, nous avons choisi de procéder en quatre étapes. Les disettes représentant l'aspect le plus tragique et jusqu'ici le plus étudié de la conjoncture de 1300, il était logique de commencer par en vérifier, région par région, autant que le permettaient les recherches en cours, l'intensité, la chronologie et les mécanismes¹⁶. Une démarche différente a été adoptée pour les deux étapes

16 - M. BOURIN, J. DRENDEL et F. MENANT (dir.), *Les disettes dans la conjoncture de 1300...*, *op. cit.*

suivantes : elle s'inspire des historiens de l'Angleterre des années 1300 qui procèdent depuis 25 ans à une révision radicale des schémas classiques. Ils soulignent les biais des sources sur lesquelles étaient fondés ces schémas et montrent, qu'en dépit de sa réputation de pays sous-urbanisé, l'Angleterre de ce temps a vu naître une économie totalement irriguée par le commerce ; se borner à observer la production agricole des grands domaines revient en fait à se cacher la plus grande partie de la réalité. À plus forte raison est-il apparu nécessaire, dans une Europe méditerranéenne profondément urbanisée, d'aller observer toutes les activités secondaires ou tertiaires qui pouvaient modifier complètement les ressources disponibles. D'où une seconde et une troisième étape consacrées à rechercher la pénétration de ces activités et ses mécanismes¹⁷. Restait alors à se demander d'où provenaient, si la croissance était loin de s'enliser misérablement, le malaise, les révoltes, l'impression d'un âge d'or perdu. Ce fut la dernière étape : l'observation des blocages de la société et de leur inverse, les chemins de la mobilité¹⁸.

Les disettes

À partir des années 1270, toutes les régions d'Europe sont frappées par des pénuries alimentaires qui reviennent plus ou moins régulièrement. Leur origine est normalement une ou plusieurs mauvaises récoltes qui provoquent la hausse des prix des blés. Elles s'aggravent parfois jusqu'à se transformer en famines meurtrières¹⁹. Celle qui ravage l'Europe du Nord-Ouest en 1315-1317 reste unique par sa violence²⁰ mais, dans les décennies qui suivent, tous les pays en connaissent de très dures, accompagnées d'épidémies, comme celle de 1347 qui affecte toute l'Europe, et elles se poursuivent d'ailleurs après la Peste noire.

Les causes et les mécanismes de ces crises alimentaires avaient reçu principalement deux explications, l'une malthusienne, celle de « Postan-Duby » dans les années 1950, l'autre marxiste ; ni l'une ni l'autre ne remettent en question l'existence, autour de 1300, d'une crise due à la diminution. Cependant, depuis qu'a

17 - M. BOURIN, F. MENANT et L. TO FIGUERAS (dir.), *Échanges, prélèvements et consommation...*, *op. cit.*

18 - S. CAROCCI (dir.), *La mobilità sociale nel medioevo*, *op. cit.*

19 - Nous utiliserons concurremment les deux mots, selon le degré de gravité du phénomène : « disette » convient mieux à la majorité des pénuries des XIII^e-XIV^e siècles, mais « famine » est généralement utilisé par les études sur celles des XIX^e-XXI^e siècles, qu'elles soient ou non très meurtrières, quitte à les classer en catégories : « graves », « très graves », etc. « Famine » est au demeurant utilisé par les spécialistes dans les deux sens : inanition allant jusqu'à la mort de nombreux individus, et pénurie de denrées comestibles ; voir par exemple Martin RAVALLION, « Famines and economics », *The Journal of Economic Literature*, 35-3, 1997, p. 1205-1242, ici p. 1205 ; Stephen DEVEREUX, *Theories of famine*, New-York/Londres, Harvester Wheatsheaf, 1993. Le latin dispose, comme la plupart des langues européennes, de deux mots qui correspondent aux deux niveaux de gravité : *fames* et *caestia*.

20 - William C. JORDAN, *The great famine: Northern Europe in the early fourteenth century*, Princeton, Princeton University Press, 1996.

été établie cette origine des disettes médiévales, la faim, qu'on aurait pu croire éradiquée, n'a cessé de reparaître aux quatre coins du monde. La recrudescence du phénomène a suscité un mouvement d'étude qui a cherché à en comprendre les causes et les mécanismes, afin d'y porter remède le plus efficacement possible. Les famines du passé ont été jointes au dossier, celles du moins qui sont suffisamment récentes pour qu'on dispose d'éléments statistiques à leur propos, c'est-à-dire essentiellement la « grande famine » irlandaise de 1846-1852²¹ et quelques autres qui l'ont suivie²². Notre compréhension du déclenchement et du déroulement des crises alimentaires a ainsi beaucoup progressé²³, tout en perdant en simplicité²⁴. Ce sont ces acquis d'autres secteurs de la recherche en sciences sociales qu'il importe d'intégrer à la réflexion des médiévistes.

Par ailleurs, ceux-ci disposent aujourd'hui d'éléments d'évaluation de la situation des XIII^e et XIV^e siècles que ne possédaient pas leurs prédécesseurs²⁵. On a récemment beaucoup travaillé sur l'économie de l'Europe méditerranéenne, riche en archives : les registres notariaux, les délibérations des corps municipaux et les comptabilités et listes de prix de toutes sortes sont particulièrement précieux sur la question des disettes. Les recherches en cours, comme celles de Pere Benito, conduisent aussi à réviser – à l'échelle de l'Europe entière cette fois – l'idée classique du « retour de la faim²⁶ » qui se placerait à la charnière des XIII^e et XIV^e siècles. L'expression fait référence au « temps de la faim » que serait le haut Moyen Âge et à la relative satiété qui accompagnerait la croissance économique de l'Europe au long des trois siècles qui séparent la famine de 1031-1033 de celle de 1315-1317. Les travaux de ces dernières années indiquent au contraire que la disette est restée endémique pendant la phase de croissance. Sa récurrence est au demeurant un phénomène normal dans les économies préindustrielles. Les

21 - En dernier lieu, Cormac Ó GRÁDA, Richard PAPING et Eric VANHAUTE, (dir.), *When the potato failed: Causes and effects of the « last » European subsistence crisis*, Turnhout, Brepols, 2007.

22 - La famine qui a été le plus souvent discutée, avec celle d'Irlande, est celle du Bengale en 1943-1944, choisie par Amartya Sen comme étude de cas pour élaborer sa théorie. Les études citées ci-dessous prennent aussi en compte la famine chinoise de 1959-1961, celles qui ont frappé l'URSS en 1918-1922, 1932-1933 et 1946-1947 (les plus meurtrières du XX^e siècle après la précédente), l'Inde et la Chine en 1876-1879, et celles qu'a provoqué la Deuxième Guerre mondiale, notamment à Leningrad en 1941-1942 et aux Pays-Bas en 1944-1945.

23 - Pour une orientation bibliographique, F. MENANT, « Crisis de subsistencia y crisis agrarias en la Edad Media... », art. cit., annexe.

24 - Perspectives d'ensemble : Cormac Ó GRÁDA, *Famine: A short history*, Princeton, Princeton University Press, 2009 ; Tim DYSON et Cormac Ó GRÁDA, *Famine demography: Perspectives from the past and present*, Oxford, Oxford University Press, 2002 ; Cormac Ó GRÁDA, « Making famine history », *The Journal of Economic Literature*, 45-1, 2007, p. 5-38.

25 - L'analyse de la conjoncture alimentaire de cette époque se fondait principalement jusqu'aux années 1960 sur les sources de l'Europe du Nord-Ouest, Angleterre et Flandre en particulier, en raison à la fois de leur qualité et de la gravité de la crise qui avait frappé cette région en 1315-1317.

26 - Expression reprise de Jacques LE GOFF par Massimo MONTANARI, *La faim et l'abondance. Histoire de l'alimentation en Europe*, Paris, Éd. du Seuil, 1995, p. 97.

crises d'ajustement accompagnent toute croissance, particulièrement dans une phase de transition vers l'économie de marché²⁷ comme celle des XI^e-XIII^e siècles.

Le contexte environnemental : dégradation climatique et diversité des milieux naturels

De l'avis des meilleurs spécialistes actuels²⁸, aucune explication monocausale ne peut rendre compte de la pénurie alimentaire dès lors qu'elle se produit dans une société un tant soit peu développée et articulée. C'est bien le cas de celles de la « conjoncture de 1300 » : les problèmes annonaires des grands ports méditerranéens des XIII^e-XIV^e siècles ressemblent en fait beaucoup plus à ceux des métropoles européennes du XVIII^e siècle²⁹ qu'à ceux de l'époque carolingienne³⁰. Ils reflètent des situations complexes, dans lesquelles différents facteurs se combinent pour provoquer la crise, l'aggraver ou la résoudre³¹.

Le facteur climatique, qui entraîne une mauvaise récolte, est certes toujours présent à l'origine d'une crise alimentaire, même s'il semble bien n'être parfois guère plus qu'un prétexte à la spéculation. Il a été fort discuté depuis un demi-siècle et même rejeté complètement. Les progrès de la climatologie historique ont permis son retour en force chez des médiévistes comme Bruce Campbell³², à la faveur de l'attention portée aujourd'hui à l'évolution climatique. De fait, les sources écrites (chroniques, relevés de récoltes) convergent avec les sources archéologiques

27 - S. DEVEREUX, *Theories of famine, op. cit.*, p. 121-124.

28 - Les indications sur les famines mentionnées ci-après sont tirées des études citées dans les notes précédentes ; nous ne donnerons pas de références détaillées pour chacune, sauf si des divergences d'opinions entre les auteurs l'exigent.

29 - On regrettera qu'ils n'aient pas été intégrés à la suggestive comparaison proposée par Brigitte MARIN et Catherine VIRLOUVET (dir.), *Nourrir les cités de Méditerranée : Antiquité - Temps Modernes*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2004, dont ils constituent assurément le « chaînon manquant ».

30 - Sur ceux-ci, Jean-Pierre DEVROEY, *Économie rurale et société dans l'Europe franque (VI^e-IX^e s.)*, Paris, Belin, 2003, p. 44, 76-77, 157, 286 et 308.

31 - Le parallèle s'impose ici, sur les mécanismes et le déroulement des pénuries, avec la « crise d'Ancien Régime » définie par Ernest Labrousse et avec les viteux conflits d'intérêt que met en évidence Pierre Goubert dans le Beauvaisis du XVII^e siècle entre « les foules mangeuses de pain » et les riches « qui ont du grain à vendre ». Une abondante historiographie française et anglo-saxonne a affiné, après ces deux précurseurs, l'analyse des crises annonaires des XVII^e et XVIII^e siècles : F. MENANT, « Crisis de subsistencia y crisis agrarias en la Edad Media... », art. cit.

32 - Bruce M. S. CAMPBELL, « Nature as historical protagonist », *Tawney Memorial Lecture*, 2008 : <http://www.ehs.org.uk> ; *Id.*, « Physical shocks, biological hazards, and human impacts: The crisis of the fourteenth century revisited », in S. CAVACIOCCHI (dir.), *Le interazioni fra economia e ambiente biologico nell'Europa preindustriale, sec. XIII-XVIII*, Florence, Firenze University Press, 2010, p. 13-32. Ces deux références, comme la suivante, proviennent d'A. FURIÓ, « Disettes et famines en temps de croissance... », art. cit., dont s'inspire ce passage. Voir, en dernier lieu, le dossier « Environnement et sciences sociales », *Annales HSS*, 67-1, 2011, particulièrement Alice INGOLD, « Écrire la nature. De l'histoire sociale à la question environnementale ? », p. 11-29.

et dendrochronologiques pour montrer que la multiplication des disettes au dernier tiers du XIII^e siècle coïncide avec un refroidissement général.

Cependant ces conclusions valent surtout pour l'Europe du Nord : le refroidissement, accompagné d'une pluviosité accrue, y a des effets dévastateurs. Mais les années 1315-1317, terribles sur les rives de la mer du Nord, sont des années agricoles normales sur celles de la Méditerranée et, de façon générale, la chronologie des mauvaises récoltes n'est pas la même au Nord et au Sud : entre 1250 et 1350, une seule récolte, celle de 1347, s'avère franchement désastreuse partout. Cette différenciation est un des résultats notables auxquels a abouti la mise en parallèle entre les différentes régions de l'Europe méditerranéenne, lors de l'enquête sur « la conjoncture de 1300 ».

D'autre part les caractéristiques climatiques d'une saison agricole jouent différemment sur chacune des espèces cultivées : c'est essentiellement aux blés, et tout particulièrement au froment, la céréale de référence, que l'on pense lorsque l'on parle d'une « mauvaise année ». Les sources montrent abondamment qu'une mauvaise année frumentaire peut être excellente pour les blés de printemps, les légumineuses, le vin ou les fruits³³.

Il n'est pas question, en relevant cette diversification qui permet d'atténuer les disettes, de nier l'effet de celles-ci : les régions qui cultivent le châtaignier, par exemple, sont les plus mal dotées pour le blé, et les châtaignes permettent simplement à leurs habitants de survivre. De même, le mil est la nourriture par défaut des paysans de la plaine padane qui cèdent leur froment au seigneur ou le vendent sur le marché. Mais ces cultures alternatives permettent aux paysans d'atténuer la rigueur des déficits frumentaires.

Le marché et l'État, clefs des disettes de 1300

L'autoconsommation est cependant loin d'être la règle pour les habitants de l'Europe méditerranéenne vers 1300 : le marché commande l'approvisionnement de beaucoup d'entre eux, désormais citadins. Les arrière-pays ne suffisent plus à approvisionner Barcelone, Valence, Montpellier, Perpignan et autres grandes agglomérations qui ont grandi vertigineusement au cours du XIII^e siècle : elles importent une bonne partie de ce qu'elles consomment d'autres régions de Méditerranée ; le blé sicilien nourrit Florence, celui des Pouilles Venise, et Gênes va chercher le sien au fond de la mer Noire. Ces importations mettent en jeu à la fois les transactions privées des marchands et de certains gros producteurs, et l'action des autorités, essentiellement celles des villes, qui les suscitent et éventuellement les

33 - La documentation mentionne peu ces produits, mais des textes ponctuels et surtout les fouilles de silos et de dépotoirs révèlent leur importance et leur variété. Carole PUIG, « L'apport de l'étude du stockage à notre connaissance de la conjoncture alimentaire de 1300 (Languedoc, Catalogne) », in M. BOURIN, J. DRENDEL et F. MENANT (dir.), *Les disettes dans la conjoncture de 1300...*, op. cit. ; Marie-Pierre RUAS, *Productions agricoles, stockage et finage en Montagne Noire médiévale. Le grenier castral de Durfort (Tarn)*, Paris, Éd. de la MSH, 2002.

subventionnent. Il est probable d'ailleurs que l'amélioration des transports a par elle-même réduit les disettes depuis au moins le XII^e siècle : la croissance ne repose pas seulement sur l'augmentation des surfaces cultivées et de leur productivité, mais sur le développement des échanges.

Sans nier le rôle des facteurs climatiques, les recherches récentes ont souligné la responsabilité humaine dans le déclenchement et surtout dans l'aggravation des disettes, en accord avec les travaux sur les famines contemporaines : celles-ci, dans le sillage d'Amartya Sen³⁴ aussi bien que des critiques de ses idées³⁵, ont clairement établi que, dans l'état des ressources et des moyens de communication actuels, aucune pénurie alimentaire importante ne devrait se produire si les hommes agissaient raisonnablement et efficacement. Les facteurs essentiels de gravité des disettes sont la spéculation sur les denrées, les guerres, les erreurs de prévision et d'administration des autorités, des pratiques de pouvoir irresponsables, partisans, voire corrompues, et une fiscalité ruineuse pour les contribuables. Les études sur les différents États et grandes villes de l'Europe méditerranéenne des XIII^e-XIV^e siècles réalisées pour le volume *Les disettes...* ont confirmé que cette analyse s'y appliquait pleinement.

Un peu partout, les disettes sont associées à la guerre qui les provoque par ses destructions ou par le blocus des importations qu'elle entraîne, ou simplement parce que les besoins de l'armée font monter les prix. Les arrière-plans politiques des disettes ne sont pas moins importants : selon la célèbre observation d'A. Sen, les pénuries alimentaires sont moins graves sous les régimes démocratiques, car les dirigeants ont des comptes à rendre. Les villes méditerranéennes de 1300 ne sont pas exactement des démocraties et leurs dirigeants ne sont pas élus par les groupes sociaux les plus exposés à la disette ; mais l'idéologie du bien commun qu'ils proclament se conjugue à la crainte de la colère populaire et à la relative transparence des décisions qu'impose le régime d'assemblée pour les rendre très attentifs aux questions d'approvisionnement. Cependant, ces groupes dirigeants sont habituellement formés de propriétaires fonciers et de marchands, et ils sont pris dans un conflit récurrent entre leurs intérêts privés – spéculer, retenir leurs stocks en attendant que les prix montent, et gagner beaucoup d'argent – et leurs devoirs d'édiles – maintenir des prix qui permettent à tous de se nourrir. Certains succombent à la tentation et sont parfois punis, comme deux sénateurs romains lynchés par la foule quand leurs trafics sont révélés. Les princes eux-mêmes spéculent sur les disettes :

34 - Notamment Amartya SEN, *Poverty and famines: An essay on entitlement and deprivation*, Oxford/New York, Clarendon Press/Oxford University Press, [1981] 1999 ; *Id.*, *Repenser l'inégalité*, Paris, Le Seuil, 2000 ; Jean DRÈZE et Amartya SEN (dir.), *The political economy of hunger*, Oxford/New York, Clarendon Press/Oxford University Press, [1990-1991] 1999. Exposé de ses idées et de leur influence : S. DEVEREUX, *Theories of famine*, *op. cit.*, p. 66-86, 184-185 ; Jenny EDKINS, *Whose hunger? Concepts of famine, practices of aid*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000, p. 43-66.

35 - Voir par exemple S. DEVEREUX, *Theories of famine*, *op. cit.*, particulièrement p. 74-82 ; J. EDKINS, *Whose hunger?...*, *op. cit.*, p. 49-66. Sur la discipline qui s'est constituée autour de l'étude de la famine, outre ces deux ouvrages, voir Claire STANFORD (dir.), *World hunger*, Bronx, H. W. Wilson Co., 2007 ; James VERNON, *Hunger: A modern history*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 2007.

les rois d'Aragon interdisent les exportations de blé en temps de pénurie, mais vendent des licences qui les permettent individuellement, et la comptabilité du duc de Savoie révèle qu'il retient les quantités considérables de blé que lui rapportent les prélèvements seigneuriaux pour les mettre sur le marché au prix le plus élevé possible, au grand dam de ses sujets.

Aux XIII^e et XIV^e siècles comme au XIX^e ou au XX^e siècle, une mauvaise récolte ne se traduit pas directement par la pénurie, mais par la hausse des prix qui se déclenche bien avant que les céréales ne fassent effectivement défaut et qui peut atteindre des niveaux vertigineux³⁶. Lorsque s'annonce une moisson déficitaire, les intermédiaires anticipent la montée des prix en ne mettant pas leurs stocks en vente. La mauvaise récolte n'est donc que l'élément initial ; la disette ne provient pas du manque effectif de nourriture, mais de l'impossibilité de se la procurer³⁷.

Un marché des grains intégré

Les grandes villes des XIV^e et XV^e siècles, surtout celles qui ont un accès aisé à la mer, s'approvisionnent en grande partie par des importations, même en temps normal. En cas de disette, celles-ci sont certes plus difficiles, mais jouent un rôle encore plus grand : l'arrivée d'une cargaison, voire la simple annonce de son arrivée, suffit à détendre le marché. Dès qu'ils en sont informés, les détenteurs de stocks s'empressent en effet de les mettre en vente pour profiter des derniers jours de prix élevés, ce qui fait aussitôt baisser ceux-ci.

36 - L'élément que les chroniqueurs notent le plus couramment pour signaler les disettes, c'est justement l'augmentation des prix ; et le vocabulaire de la disette lui-même (cherté, *carestia*) exprime la cherté et non le manque. Voir la discussion de l'étymologie de *carestia* (de *carus*, « coûteux », ou de *carere*, « manquer » ?) et ses implications in M. BOURIN, J. DRENDEL et F. MENANT (dir.), *Les disettes dans la conjoncture de 1300...*, *op. cit.*

37 - On complétera les analyses d'A. Sen sur ces mécanismes par celles, convergentes mais plus proches du contexte de 1300, de L. PALERMO, *Sciluppo economico...*, *op. cit.* Parmi les études classiques, citons celles qu'ont suscité les cas remarquables de la Toscane et de la Catalogne : Charles DE LA RONCIÈRE, *Prix et salaires à Florence au XIV^e siècle, 1280-1380*, Rome, École française de Rome, 1982 ; *Id.*, *Firenze e le sue campagne nel Trecento. Mercanti, produzione, traffici*, Florence, L. S. Olschki, 2005 ; et en dernier lieu, *Id.*, « Les famines à Florence de 1280 à 1350 », in M. BOURIN, J. DRENDEL et F. MENANT (dir.), *Les disettes dans la conjoncture de 1300...*, *op. cit.* ; Giuliano PINTO, *Il libro del biadaio. Carestie e annona a Firenze dalla metà del '200 al 1348*, Florence, L. S. Olschki, 1978 ; *Id.*, « Firenze e la carestia del 1347. Aspetti e problemi della crisi annonaria alla metà del '300 », *Archivio storico italiano*, 130, 1972, p. 3-84 (rééd. dans *Id.*, *La Toscana nel tardo Medioevo*, Florence, L. S. Olschki, 1982, p. 333-398) ; Antoni RIERA MELIS, « Els pròdroms de les crisis agràries de la Baixa Edat Mitjana a la Corona d'Aragó. 1 : 1250-1300 », *Miscellania en homenatge al P. Agustí Alisent*, Tarragone, Diputació de Tarragone, 1991, p. 35-72. Ou encore Maurice BERTHE, *Famines et épidémies dans les campagnes navarraises à la fin du Moyen Âge*, Paris, SFIED, 1984 ; Gilbert LARGUIER, *Le drap et le grain en Languedoc : Narbonne et le Narbonnais, 1300-1789*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 1996 ; *Id.*, « Disettes en Languedoc au XIV^e siècle », in M. BOURIN, J. DRENDEL et F. MENANT (dir.), *Les disettes dans la conjoncture de 1300...*, *op. cit.*

L'approvisionnement au loin repose en grande partie sur la préoccupation annonataire des autorités. Les États du XIII^e siècle, et surtout les autorités municipales, ont en effet suffisamment de moyens – argent, capacités de transport et de stockage, réseaux d'information sur les lieux de production à l'étranger – et de motivations idéologiques pour prendre des mesures préventives contre la disette. Instruites par les premières grandes alertes de la fin du XIII^e siècle, elles achètent du blé dès que l'année-récolte s'annonce préoccupante, et peuvent aussi créer des stocks à l'avance, sans attendre que la pénurie menace. À la différence des communes italiennes, les villes qui dépendent du roi d'Aragon ou de France doivent négocier leur accord, qui ne va pas de soi, car les intérêts du roi qui fait du profit en taxant les exportations et en vendant son propre blé peuvent diverger de ceux des villes. Les mesures annonataires des municipalités ont un impact important à la fois sur le marché et sur leurs finances : les achats de blé représentent leur charge la plus lourde à la fin du XIII^e siècle, en concurrence avec les dépenses militaires. La constitution des stocks est par elle-même coûteuse puisqu'elle immobilise des fonds qui ont de surcroît souvent été empruntés pour la circonstance. Les autorités cèdent ensuite le blé à perte à un prix accessible à ceux qui en ont besoin ; elles évitent cependant de le vendre à un prix trop inférieur à celui du marché, pour ne pas faire disparaître celui des marchands. La municipalité peut y perdre de grosses sommes. La politique annonataire représente donc un enjeu financier considérable pour les autorités urbaines.

Elles peuvent également intervenir en distribuant le blé aux boulangers, voire en produisant elles-mêmes du pain, mis en vente à un prix accessible. Elles peuvent enfin obliger les producteurs et les intermédiaires à mettre leurs réserves sur le marché (ce qui implique des vérifications des stocks, avec perquisitions), leur interdire d'exporter et limiter la hausse des prix par la fixation d'un maximum ; mais celui-ci fait fuir les vendeurs et les autorités apprennent très vite à manier avec prudence cette arme à double tranchant.

Mortalité et différenciation sociale : une réévaluation des conséquences de la disette

Dans les représentations courantes que s'en font les Occidentaux d'aujourd'hui, la pénurie alimentaire, portée à son degré extrême, aboutit à la mort par inanition de nombreux individus. La réalité est sensiblement différente³⁸ : les chroniqueurs la décrivent généralement en termes de hausse des prix beaucoup plus que de décès en série³⁹, et ceux qu'ils mentionnent sont dus en grande partie à des épidémies, difficiles à identifier précisément, qui accompagnent ou suivent la disette.

38 - La discussion sur les définitions possibles de la famine dans S. DEVEREUX, *Theories of famine, op. cit.*, p. 10-20.

39 - Pierre SAVY, « Les disettes en Lombardie d'après les sources narratives (fin XIII^e-début XIV^e siècle) », et Giuliano PINTO, « Percezione e coscienza delle crisi annonarie nei comuni italiani », in M. BOURIN, J. DRENDEL et F. MENANT (dir.), *Les disettes dans la conjoncture de 1300...*, *op. cit.*

Pour évaluer le déficit démographique causé par celle-ci, il faut aussi compter avec l'abrègement de la durée de la vie des survivants, définitivement affaiblis, ceux surtout qui étaient enfants au moment de la pénurie, et avec le contrecoup démographique par retard de conceptions⁴⁰.

Les disettes ont aussi de graves conséquences sociales : elles contraignent salariés et petits paysans à s'endetter pour se nourrir ; emprunter est d'ailleurs une démarche courante dans les sociétés de la fin du Moyen Âge mais, en temps de disette, l'urgence rend les conditions exorbitantes. Les salariés, touchés non seulement par la hausse des prix mais aussi par le ralentissement de l'activité de production qui les met au chômage, empruntent certainement sur gage mobilier, mais les archives de ce type de prêt ont entièrement disparu⁴¹. Nous connaissons bien en revanche l'endettement des paysans, qui a laissé des traces abondantes dans les registres des notaires⁴² : l'achat des récoltes sur pied, le prêt sur gage foncier et la constitution de rentes en sont les formes les plus remarquables, à côté du prêt simple, cautionné par l'ensemble des biens de l'emprunteur et éventuellement par des garants.

Grâce aux registres des notaires italiens ou valenciens et à ceux des juridictions seigneuriales qui prélèvent des droits de mutation sur les transferts de terres, l'expropriation foncière offre probablement le meilleur observatoire de la détresse du monde rural frappé par les disettes : l'endettement aboutit à une concentration de la propriété paysanne au profit des plus riches, comme dans le Lauragais de Maurice Berthe⁴³, ou à celui des citadins, en Italie notamment⁴⁴. En Espagne, l'appropriation prend plutôt la forme de constitution de rentes. Les disettes accentuent ainsi la différenciation sociale et participent (pour dire les choses rapidement)

40 - Toutes ces caractéristiques se retrouvent dans les analyses des disettes contemporaines. La meilleure vue d'ensemble : Tim DYSON et Cormac Ó GRÁDA, « Introduction », in T. DYSON et C. Ó GRÁDA (dir.), *Famine demography...*, *op. cit.*, p. 1-18 ; à compléter par Joel MOKYR et Cormac Ó GRÁDA, « Famine disease and famine mortality: Lessons from the Irish experience », *ibid.*, p. 19-43.

41 - Les études sur les famines modernes, celle d'Irlande de 1846 par exemple, concluent cependant à un ralentissement des prêts sur gage au bout de quelques mois : la demande de crédit ne fait certainement qu'augmenter avec la poursuite de la pénurie, mais l'offre diminue.

42 - Maurice BERTHE (dir.), *Endettement paysan et crédit rural dans l'Europe médiévale et moderne. Actes des XVII^e Journées internationales d'histoire de l'abbaye de Flaran, septembre 1995*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1998 ; François MENANT et Odile REDON (dir.), *Notaires et crédit dans l'Occident méditerranéen médiéval*, Rome, École française de Rome, 2004.

43 - Maurice BERTHE, « Marché de la terre et hiérarchies paysannes dans le Lauragais toulousain, vers 1270-vers 1320 », in É. MORNET (dir.), *Campagnes médiévales : l'homme et son espace. Études offertes à Robert Fossier*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995, p. 297-312.

44 - On s'orientera à partir de Jean-Louis GAULIN et François MENANT, « Crédit rural et endettement paysan dans l'Italie communale », in M. BERTHE (dir.), *Endettement paysan et crédit rural...*, *op. cit.*, et de Giuliano PINTO, « Note sull'indebitamento contadino e lo sviluppo della proprietà fondiaria cittadina nella Toscana tardomedievale », *Ricerche Storiche*, X, 1980, p. 3-19, rééd. dans *Id.*, *La Toscana del tardo Medioevo...*, *op. cit.*, p. 207-225.

au blocage qui se produit à partir de la fin du XIII^e siècle. Celui qui peut prêter s'enrichit et agrandit sa propriété, les emprunteurs au contraire sont contraints de vendre leur terre et dégringolent l'échelle sociale. *Via* l'endettement et la cession de la terre ou la diffusion de la rente foncière, les disettes contribuent ainsi vigoureusement à la différenciation sociale entre XIII^e et milieu du XIV^e siècle.

Cette évolution, particulièrement caractéristique de l'Italie communale, ne semble cependant pas si dramatique dans l'ensemble des régions méditerranéennes, et la confrontation des points de vue, au cours de l'enquête sur la conjoncture de 1300, a conduit à nuancer certaines situations qui avaient appuyé l'extension à l'Europe méridionale du modèle postanien. Ainsi les désertions des campagnes navarraises ou les analyses des enquêtes provençales de la baylie de Puget-Théniers avaient contribué à importer le modèle d'une chute démographique bien antérieure à la peste⁴⁵. Vue du côté de la plaine de l'Èbre ou dans le détail de l'enquête de Puget-Théniers, l'émigration des montagnes méditerranéennes apparaît surtout comme la désertion de pays où les conditions paysannes, encore serviles, sont particulièrement dures au profit des zones où la vie est plus facile et où l'ouverture des marchés offre d'avantageuses possibilités d'écouler une partie de la production agricole. Ni la péninsule Ibérique, ni même le Languedoc ou la Provence ne donnent l'image d'une société rurale en proie à des réajustements économiques et sociaux violents. L'expropriation des petits paysans n'est pas la règle. La disette est d'ailleurs surtout urbaine : la croissance très rapide des villes – Valence en est un exemple – tend à l'extrême, constamment, les problèmes d'approvisionnement. Il se peut que les campagnes pratiquent une sorte de régulation interne, expulsant vers les villes les cadets indésirables, mais l'image des campagnes n'est en tout cas pas celle d'une stagnation malthusienne. Et lorsque Charles de la Roncière évoque les disettes toscanes du XIV^e siècle, il écorne le mythe en soulignant que celles de la deuxième moitié du siècle sont pires que celles de la première. Les disettes qui se multiplient à partir des années 1270 s'avèrent en somme générales à travers l'Europe méditerranéenne et lourdes de conséquences sociales, mais le premier examen comparatif qui en a été fait révèle à la fois la diversité de leur portée selon les contextes locaux, la capacité de résistance d'une partie au moins des sociétés villageoises, et le rôle décisif que tiennent dans le déroulement des chertés le marché et la spéculation.

La commercialisation de la société rurale

Le développement des échanges au sein de la société rurale et l'orientation de la production en fonction des possibilités de commercialisation apparaissent ainsi comme un facteur central de la conjoncture de 1300.

45 - M. BERTHE, *Famines et épidémies...*, *op. cit.*; Édouard BARATIER, *La démographie provençale du XII^e au XVI^e siècle avec chiffres de comparaison pour le XVIII^e siècle*, Paris, SEVPEN, 1961, p. 222 sq.

Du grand commerce au marché rural

L'importance du phénomène a été longtemps éclipsée par l'ombre que lui portait un objet de recherche majeur : le grand commerce de la Méditerranée occidentale. Depuis Henri Pirenne et Robert Sabatino López, les historiens ont mis en évidence l'essor des échanges entre les ports italiens et le Levant ou les liens unissant les villes méditerranéennes aux centres économiques de l'Europe septentrionale⁴⁶. Les travaux privilégiaient la longue distance et les produits destinés aux élites. Marco Polo ou Datini étaient les archétypes des marchands, Gênes et Venise les modèles des villes à vocation commerciale. On s'intéressait surtout à ce qui pouvait indiquer les prémices d'une économie capitaliste dans le monde médiéval, par exemple les compagnies bancaires⁴⁷. Cette tradition historiographique séparait le monde des marchands de la société paysanne, dans laquelle le développement des échanges restait étouffé par des entraves institutionnelles. Le cadre féodal laissait peu de marge aux surplus paysans commercialisables, et les nobles se contentaient de consommer les denrées de leurs domaines. Les historiens évoquaient une économie paysanne vouée à l'autosubsistance.

Ces dernières années, toute une série de travaux, concernant surtout l'Angleterre, ont prouvé au contraire que l'essor commercial se trouve aussi au cœur de la société rurale et qu'il est étroitement lié au foisonnement des marchés hebdomadaires et au développement d'un réseau de bourgs et petites villes. Rodney Hilton a été l'un des premiers à poser la question de savoir jusqu'à quel point l'économie paysanne s'écartait du modèle d'autosubsistance, quelle part de sa production était écoulée sur les marchés et quelle était l'importance de la monnaie dans les foyers paysans⁴⁸. Il soulignait aussi que les marchés et les bourgs faisaient partie de la société féodale, et qu'il n'y avait rien de contradictoire entre leur essor et le cadre seigneurial. Par la suite, on a constaté que les mécanismes du prélèvement seigneurial s'adaptaient bien à la large diffusion du marché rural. En effet, les rentes en nature ne servaient pas toujours à nourrir les maisonnières aristocratiques : elles étaient en bonne partie vendues par les seigneurs ou par ceux à qui ils avaient affermé leurs revenus. Quelquefois les paysans eux-mêmes vendaient leurs récoltes, ce qui leur permettait d'obtenir la monnaie nécessaire pour payer les cens en argent.

Les marchés étaient également indispensables à tous ceux qui devaient acheter des aliments : les paysans dotés d'exploitations agricoles trop petites pour nourrir leurs familles, de même que la population des agglomérations qui travaillait dans l'artisanat, le commerce ou les services⁴⁹. Christopher Dyer, Richard Britnell

46 - Robert S. LÓPEZ, *The commercial revolution of the Middle Ages, 950-1350*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1976.

47 - Edwin S. HUNT, *The medieval super-companies: A study of the Peruzzi Company of Florence*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

48 - Stephan R. EPSTEIN, « Rodney Hilton, marxism and the transition from feudalism to capitalism », in *Past & Present Supplement*, 195-2, 2007, p. 248-269.

49 - Christopher DYER, « Were the peasants self-sufficient? English villagers and the market, 900-1350 », in É. MORNET (dir.), *Campagnes médiévales...*, op. cit., p. 653-666.

et d'autres historiens de l'Angleterre médiévale ont souligné que les paysans n'étaient pas autosuffisants et qu'ils devaient se rendre périodiquement au marché. Ils y achetaient les aliments, les outils et les produits manufacturés dont ils avaient besoin, mais ils y vendaient aussi leurs récoltes. Cette clientèle populaire est la raison d'être du dense réseau de marchés attesté un peu partout avant le XIV^e siècle⁵⁰. Si chaque famille paysanne prise isolément avait un faible pouvoir d'achat, la population rurale dans son ensemble constituait une demande formidable, un moteur des échanges⁵¹. Mais il reste difficile de démontrer jusqu'à quel point les marchés locaux étaient liés au grand commerce interrégional ou international, et dans quelle proportion les produits de celui-ci pouvaient être commercialisés dans les foyers paysans.

La redécouverte de l'ampleur de la commercialisation dans le monde rural implique de relire d'un œil nouveau la conjoncture des décennies autour de 1300, traditionnellement considérées comme un temps de crise et de stagnation économique due à un blocage technique. S'il reste difficile de savoir quel pourcentage de la production était écoulé sur les marchés, il est clair que la commercialisation permettait de vivre avec peu ou pas de terre, mais au prix d'une plus grande dépendance vis-à-vis du marché : la population devient plus vulnérable aux crises de ravitaillement nées de mauvaises conditions météorologiques et provoquées par les interruptions des circuits commerciaux. L'évolution s'est-elle produite sous la contrainte démographique : vendre et acheter pour survivre ? Ou l'ouverture des marchés a-t-elle permis la réduction des exploitations, l'orientation de la production vers la vente et le développement de compléments artisanaux ? Le doute est permis.

Portant plus loin l'argumentation, Stephan Epstein contredit carrément l'idée qu'il y aurait eu avant 1348 une crise provoquée par un déséquilibre entre population et ressources agricoles. Pour lui, c'est plutôt le contraire : le frein à la croissance est constitué par l'imperfection des circuits commerciaux et par le haut niveau des coûts de transaction. Les difficultés que l'on constate résultent de problèmes de transport et d'approvisionnement, de l'inefficacité des systèmes de distribution, bien davantage que des faiblesses de la production agricole⁵².

En Méditerranée occidentale

Une grande partie de l'historiographie sur l'essor de la commercialisation aux derniers siècles du Moyen Âge concerne l'Angleterre, mais il est évident que le phénomène est plus général⁵³. Une analyse récente concernant la région de Toulouse

50 - La noblesse et les institutions ecclésiastiques pouvaient, quant à elles, utiliser d'autres circuits pour vendre le produit de leurs domaines.

51 - Christopher DYER, « The consumer and the market in the Later Middle Ages », *The Economic History Review*, 42-3, 1989, p. 305-327, rééd. dans *Id.*, *Everyday life in medieval England*, Londres/Río Grande, Hambledon Press, 1994, p. 256-281.

52 - S. R. EPSTEIN, « The late medieval crisis... », art. cit.

53 - La portée européenne de la multiplication des marchés institutionnels et de l'accroissement des échanges est remarquée par Richard H. BRITNELL, « Local trade, remote trade: Institutions, information and market integration, 1050-1300 », in S. CAVACIOCCHI

montre ainsi qu'entre 1260 et 1340, le maillage de marchés s'était tellement densifié – avec près de cent créations pendant cette période – que tout paysan trouvait une assemblée hebdomadaire à moins de sept kilomètres de chez lui⁵⁴. Cette étude révèle aussi qu'une partie importante de la production était vendue et que des quantités considérables de marchandises passaient par les marchés et étaient négociées par des intermédiaires.

Les régions riveraines de la Méditerranée occidentale apportent des données nombreuses pour enrichir le débat. La diffusion de l'institution notariale et la familiarité avec l'acte écrit qui imprègne toute la société vers 1300 offrent un éclairage nouveau sur le phénomène de la commercialisation, d'autant plus que beaucoup des registres de notaires conservés concernent des petites villes ou des bourgades, où la population paysanne était prédominante, et non pas seulement les grandes villes qui étaient naturellement de grands centres marchands⁵⁵.

Une grande partie des transactions se déroulait verbalement et ne nous est donc pas connue : on voit partout des artisans et des commerçants, sans rien savoir sur leurs ventes ou leurs achats. Mais un grand nombre de petites transactions était malgré tout enregistré par écrit, surtout celles qui s'accompagnaient d'un crédit ou d'un paiement différé. Or, dans cette société qui faisait un usage systématique du crédit sous toutes sortes de formes, le report de paiement était une pratique courante, même pour des achats très modestes. Il n'est pas nécessaire d'invoquer les difficultés financières ou le manque de numéraire pour expliquer l'énorme succès du crédit dans les transactions marchandes. Il y avait aussi la commodité, par exemple dans des cas où vendeurs et acquéreurs agissaient par des intermédiaires auxquels ils ne voulaient pas confier d'argent liquide⁵⁶. L'archéologie vient, de plus en plus, aider à la connaissance du phénomène de commercialisation. Les analyses des corpus de céramiques trouvées dans des fouilles permettent de connaître la circulation des objets d'usage quotidien. Les études sur l'insertion de la place du marché ou des bâtiments à usage commercial dans l'urbanisme des petites villes

(dir.), *Fiere e mercati nella integrazione delle economie europee, secc. XIII-XVIII*, Florence, L. S. Olschki, 2001, p. 185-203.

54 - Judicaël PETROWISTE, *Naissance et essor d'un espace d'échanges au Moyen Âge : le réseau des bourgs marchands du Midi toulousain (XI^e-milieu du XIV^e siècle)*, sous presse ; *Id.*, « 'Pourveu toutesfoiz que ausdits jours n'y ayt autres foires ne marchés a quatre lieues a la ronde'. Les enjeux territoriaux de la concession royale des marchés en Midi Toulousain (vers 1270-vers 1350) », in M. BOURIN, F. MENANT et L. TO FIGUERAS (dir.), *Échanges, prélèvements et consommation...*, *op. cit.*

55 - C'est le cas de la bourgade de Trets, en Provence : John DRENDEL, « Notarial practice in rural Provence in the early fourteenth century », in K. REYERSON et J. DRENDEL (dir.), *Urban and rural communities in medieval France: Provence and Languedoc, 1000-1500*, Leyde, Brill, 1998, p. 209-235.

56 - Des produits aussi quotidiens que le pain pouvaient être acquis à crédit et enregistrés comme tels dans les cahiers des vendeurs : Carles VELA I AULESA, « Les compraves al detall i a crèdit en el món artesà. El cas dels especiers i els candelers », *Barcelona. Quaderns d'història*, 13, 2007, p. 131-155. Juan V. GARCÍA MARSILLA, *Vivir a crédito en la Valencia medieval. De los orígenes del sistema censal al endeudamiento del municipio*, Valence, Universitat de València, 2002.

et des bourgades offrent un complément précieux pour évaluer les progrès des échanges marchands dans la région méditerranéenne⁵⁷, qui concernaient aussi les matériaux utilisés dans la construction, pierre de taille ou chaux⁵⁸.

Les modalités de la commercialisation en milieu rural

La commercialisation était en fait au moins aussi avancée dans l'Europe méditerranéenne qu'en Angleterre. Les études régionales sur le Midi toulousain⁵⁹, la Vieille Catalogne⁶⁰ ou le *contado* de Florence⁶¹ ont révélé l'existence d'un maillage de marchés assez serré pour que les paysans puissent en trouver un sans faire un long déplacement. Même dans des régions de nouvelle implantation comme le royaume de Valence, conquis au milieu du XIII^e siècle, les colons chrétiens ont eu bientôt des marchés. Ils n'avaient certes pas partout la même densité : certaines régions sont moins bien desservies, ce qui indique une moindre densité du peuplement et des échanges moins fréquents⁶². Mais, même de façon intermittente, les paysans utilisent les marchés pour y vendre une partie de leurs récoltes et pour y acheter des outils, des tissus, du bétail, et parfois des céréales et d'autres aliments. Par ce biais et celui des marchands, des produits très variés parviennent jusqu'aux coins les plus reculés des campagnes. Ils comprennent toute une gamme de matières premières et d'objets manufacturés tels que textiles, articles métalliques, céramiques, vannerie, pelleterie, fourrures, tuiles et autres matériaux du bâtiment.

Les acteurs principaux des échanges dans le monde rural sont les marchands, au premier rang desquels on rencontre, dans une multitude de petites villes ou

57 - Pascual MARTÍNEZ SOPENA et Mertxe URTEAGA (dir.), *Las villas nuevas medievales del suroeste europeo. De la fundación medieval al siglo XXI. Análisis histórico y lectura contemporánea, Actas de las Jornadas Interregionales de Hondarribia, 16-18 noviembre 2006*, Donostia/Saint-Sébastien, Boletín Arkeolan/Centro e Estudios e Investigaciones Histórico-Arqueológicas, 2006.

58 - Philippe BERNARDI, « Productions industrielles et communautés rurales en Provence autour de 1300 », in M. BOURIN, F. MENANT et L. TO FIGUERAS (dir.), *Échanges, prélèvements et consommation...*, *op. cit.*

59 - J. PETROWISTE, *Naissance et essor d'un espace d'échanges...*, *op. cit.* ; *Id.*, « 'Pourveu toutesfoiz...' », art. cit.

60 - Lluís TO FIGUERAS, « La comercialización y el consumo de paño de lana en la primera mitad del siglo XIV : los casos de Besalú y Amer (Catalunya) », in M. BOURIN, F. MENANT et L. TO FIGUERAS (dir.), *Échanges, prélèvements et consommation...*, *op. cit.*

61 - C. DE LA RONCIÈRE, *Firense e le sue campagne...*, *op. cit.* ; Giuliano PINTO, « Produits et réseaux commerciaux dans les campagnes toscanes (XIII^e-XIV^e siècles) », in M. BOURIN, F. MENANT et L. TO FIGUERAS (dir.), *Échanges, prélèvements et consommation...*, *op. cit.*

62 - Voir le cas du Frioul : Donata DEGRASSI, « All'incrocio tra commerci a lunga distanza e produzione locale : il Friuli nel Trecento », in M. BOURIN, F. MENANT et L. TO FIGUERAS (dir.), *Échanges, prélèvements et consommation...*, *op. cit.*, et de la Castille : Pascual MARTÍNEZ SOPENA, « Foires et marchés ruraux dans les pays de la couronne de Castille et Léon du X^e au XIII^e siècle », in C. DESPLAT (dir.), *Foires et marchés dans les campagnes de l'Europe médiévale et moderne (Actes des XIV^e Journées internationales d'Histoire de l'Abbaye de Flaran. Septembre 1992)*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1996, p. 47-69.

bourgs, les drapiers⁶³. Une des caractéristiques de ces marchands locaux est de participer à une pluralité d'activités économiques. Ceux qui apparaissent sous l'appellation de drapiers s'engagent volontiers dans l'élevage du bétail et la vente de la viande ou dans le prêt à intérêt. En Toscane, on les voit multiplier les petits prêts pendant les mois qui précèdent la récolte, lorsque les achats des paysans tendent à diminuer : les drapiers, faisant moins d'affaires, se reportent sur l'activité complémentaire que constitue le crédit⁶⁴. La gamme d'activités auxquelles s'adonnent ces marchands locaux est très large : ils peuvent investir dans la production, affermer des rentes seigneuriales, participer à la vie politique des bourgs et des petites villes. Ils assurent le lien entre les campagnes ou les bourgs et des réseaux commerciaux régionaux. Ce sont eux qui ont le mieux profité du développement des échanges dans les campagnes, et l'institutionnalisation des formes de gouvernement local est parfois une conséquence du dynamisme de ces élites locales.

Une bonne partie des échanges se déroule sur la place du marché. Les commerçants y tiennent des étals permanents et n'ont qu'à attendre la visite des paysans, beaucoup plus nombreux le jour du marché hebdomadaire, ou celle des habitants de l'agglomération. Certains peuvent aussi tenir une boutique⁶⁵, mais la place du marché, espace encadré et ordonné, est le facteur majeur d'intégration des populations paysannes dans la commercialisation⁶⁶.

Une grande partie des échanges devait toutefois se dérouler en dehors des étals et des boutiques. Les seigneurs fonciers qui percevaient des redevances en nature pouvaient les mettre en vente directement sur le lieu de collecte ; les acheteurs étaient des paysans démunis de réserves – éventuellement leurs propres tenanciers –, mais aussi des marchands qui les portaient ensuite à la ville dont l'approvisionnement en produits alimentaires venait parfois de régions assez lointaines⁶⁷. On peut aussi penser que certains acquéreurs étaient des marchands qui parcouraient les campagnes en achetant ici et là divers produits, sans nécessairement fréquenter les marchés hebdomadaires.

Jusqu'à quel point chaque marché local était-il intégré à un réseau de commerce interrégional ? On a déjà remarqué que les marchands locaux assuraient le relais avec des centres urbains plus importants d'où provenait une partie des

63 - On connaît par exemple quelque 13 drapiers dans la petite ville provençale de Reillanne, qui comptait 2 400 habitants vers 1330 ; dans un rayon de 10 km autour de la ville, il y avait une douzaine de villages où habitaient des centaines de clients qui achetaient de petites quantités de drap, en moyenne les quatre cannes nécessaires à élaborer deux vêtements.

64 - C. DE LA RONCIÈRE, *Firenze e le sue campagne...*, *op. cit.*, p. 253-254 et 260-263.

65 - *Ibid.*, p. 303-305. C'est le cas des deux associés de Dicomano, en Toscane, qui, dans leurs livres de comptes, font la distinction entre ventes au marché et ventes à la « bottega ». Voir aussi la distinction fonctionnelle entre *apoteche* et étals dans le cas des bouchers de Poggibonsi : *ibid.*, p. 240.

66 - L'activité des colporteurs, qui parcourent les campagnes avec les produits fournis par un commerçant sédentaire, est complémentaire de celle des marchands. Dans le *contado* florentin, cette fonction est remplie par des muletiers (*vetturali*) qu'on compte par centaines au XIV^e siècle. Ils peuvent agir pour leur propre compte, mais aussi s'engager dans des sociétés ou simplement transporter des marchandises pour le compte d'autrui.

67 - D. DEGRASSI, « All'incrocio tra commerci... », *art. cit.* ; et ci-dessus, partie 2.

marchandises redistribuées. Ils fréquentaient également les foires, qui permettaient de se réapprovisionner en produits venus de loin. Ce sont eux aussi qui commercialisaient à l'extérieur les produits qu'ils avaient rassemblés sur le marché rural⁶⁸.

Dans un grand nombre de cas, les marchands des villes pouvaient se rendre directement sur les marchés ruraux. La tâche des marchands extérieurs était facilitée par le fait que les marchés voisins se tenaient à des jours différents de la semaine, comme on le sait pour le Midi toulousain et la Catalogne : ils pouvaient ainsi se rendre successivement dans plusieurs marchés.

Les relations entre marchés ruraux pouvaient être encouragées par la spécialisation régionale et par le fait que les produits agricoles ou manufacturés n'étaient pas partout les mêmes. En Méditerranée occidentale, le *contado* florentin est l'exemple le mieux connu de ce genre d'intégration commerciale. Sur les marchés, on rencontrait non seulement les marchands locaux, les Florentins et leurs agents, mais aussi des marchands venus d'autres bourgades de la Toscane ; le *contado* constituait ainsi un marché assez bien intégré⁶⁹, avec comme conséquence l'alignement des prix sur ceux de Florence⁷⁰. L'intégration économique de la Toscane dépassait cependant celle de beaucoup d'autres régions de la même époque, et la taille et la puissance de Florence ne résultaient pas d'un environnement rural plus prospère mais de l'imbrication de la ville dans des réseaux commerciaux internationaux⁷¹.

Beaucoup de marchandises provenant du monde rural voyageaient bien plus loin que le marché hebdomadaire le plus proche. La laine, les fourrures, les peaux, par exemple, faisaient des longs parcours, tandis que d'autres produits dont le coût de transport était plus élevé avaient un circuit plus restreint.

Le réseau des petites villes et des bourgs

L'histoire de la commercialisation se mêle à celle des bourgs et des petites villes⁷², qui n'étaient pas seulement des centres de consommation des redevances seigneuriales, mais surtout des centres de production et d'échange où se développait la spécialisation agricole et manufacturière⁷³. Ce contexte pouvait stimuler la diffusion des progrès techniques. La dépendance croissante envers les marchés a encouragé la réorganisation du peuplement et de l'urbanisme, avec l'aménagement de

68 - C. DE LA RONCIÈRE, *Firenze e le sue campagne...*, *op. cit.*, p. 294 et 372.

69 - *Ibid.*, p. 279-308, particulièrement p. 294 et 302 ; G. PINTO, « Produits et réseaux commerciaux... », art. cit.

70 - C. DE LA RONCIÈRE, *Firenze e le sue campagne...*, *op. cit.*, p. 309-328.

71 - G. PINTO, « Produits et réseaux... », art. cit.

72 - Pour l'Europe méditerranéenne, voir M. BOURIN, F. MENANT et L. TO FIGUERAS (dir.), *Échanges, prélèvements et consommation...*, *op. cit.*, notamment Pascual MARTÍNEZ SOPENA, « Las villas del norte del Duero y el comercio local en torno a 1300 », ainsi que ENRIC GUINOT, « Las villas del Maestrazgo (Morella y Sant Mateu), sus locs, el negocio de la lana y la conyuntura ». Voir également P. MARTÍNEZ SOPENA et M. URTEAGA (dir.), *Las villas nuevas medievales del suroeste europeo...*, *op. cit.*

73 - Dominique CARDON, *La draperie au Moyen Âge. Essor d'une grande industrie européenne*, Paris, CNRS Éditions, 1999.

places et d'installations destinées à abriter marchands et marchandises. Elle a aussi stimulé les investissements dans le réseau routier, les ponts ou les installations portuaires qui réduisaient les coûts de transport.

La multiplicité des activités marchandes et artisanales devient à cette époque un indicateur de la hiérarchie des agglomérations urbaines⁷⁴. La diversification des métiers et la spécialisation professionnelle sont corrélées avec la taille de la ville, et la même remarque vaut pour les services : si les meuniers ou les notaires sont présents un peu partout, les juristes se trouvent seulement dans les agglomérations importantes⁷⁵. Cette variabilité du degré de diversification et de spécialisation qui révèle une hiérarchisation des noyaux urbains permet de renforcer l'hypothèse d'une intégration économique à l'échelle régionale. Les marchands de produits rares ou ceux qui offraient des services peu courants avaient besoin d'un espace plus étendu pour rentabiliser leur activité.

En conclusion, les acquis de la commercialisation sont vers 1300 perceptibles un peu partout en Méditerranée occidentale, à des degrés variables. Il est toutefois remarquable que cette éclosion des marchés se produise dans un contexte seigneurial. Les fondations de marchés présentent un intérêt certain pour les seigneurs et les grandes villes, de par les revenus qu'ils peuvent en espérer⁷⁶. Les contraintes imposées par les seigneurs ou les corporations de métier contribuent à maintenir des coûts de transaction relativement élevés⁷⁷ mais, en dépit de ceux-ci, il y a un remarquable essor des échanges dans le monde rural. Le rôle joué dans cet essor par les élites locales, par les familles commerçantes des bourgades, est aussi à prendre en compte. Ils ont été parmi les bénéficiaires d'une commercialisation qui a embrassé la société rurale dans son ensemble⁷⁸.

74 - C. DE LA RONCIÈRE, *Firenze e le sue campagne...*, *op. cit.*, p. 331-351.

75 - Mais on rencontre des professionnels de la santé jusque dans de très petites villes : Michael McVAUGH, *Medicine before the plague: Practitioners and their patients in the Crown of Aragon, 1285-1345*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, particulièrement p. 47.

76 - Il n'est pas nécessaire d'invoquer l'argument qu'ils auraient ainsi facilité les paiements en espèces de leurs tenanciers : beaucoup de ces derniers ont en fait continué à payer des rentes en nature jusqu'au milieu du XIV^e siècle au moins.

77 - S. R. EPSTEIN, « The late medieval crisis... », art. cit. Les règlements ne semblent pas avoir constitué un frein à la concurrence des marchands extérieurs à la ville, et ils fixent rarement les prix. Ils concernent surtout les conditions d'accès au marché : Peter STABEL, « Markets and retail in the cities of the late medieval Low Countries: Economic networks and socio-cultural display », in S. CAVACIOCCHI (dir.), *Fiere e mercati...*, *op. cit.*, p. 797-817.

78 - Exemple particulièrement éclairant : Richard M. SMITH, « A periodic market and its impact on a manorial community: Botesdale, Suffolk, and the manor of Redgrave, 1280-1300 », in Z. RAZI et R. M. SMITH (dir.), *Medieval society and the manor court*, Oxford, Clarendon Press, 1996, p. 450-481.

Monnaie, crédit, fiscalité

Logiquement, l'étape suivante de l'analyse de la conjoncture de 1300 s'est construite à partir des résultats acquis sur l'intensité et même l'intensification de la commercialisation dans le monde rural méditerranéen. Déjà en cours d'établissement au XIII^e siècle, perdurant bien au-delà dans la première moitié du XIV^e siècle, un dense chevelu de transactions l'irrigue et l'anime en profondeur. Des phénomènes financiers de grande importance se déroulent en liaison avec ce développement commercial : les États instaurent un prélèvement fiscal régulier, trait commun à toutes les régions de l'Europe méridionale chrétienne, dont il convenait d'affiner les chronologies et de comparer les modalités régionales. On savait aussi, même s'il fallait en préciser les formes et les conséquences, que le crédit s'était diffusé dans toutes les couches de la société. L'objet de la troisième étape du programme était de compléter les données dans ces champs d'observation et d'en reconsidérer certaines interprétations.

Il est classiquement admis que le crédit est une alternative au manque d'espèces monétaires en circulation ; la diffusion du crédit constatée autour de 1300 pourrait donc être essentiellement la conséquence d'un manque aggravé de métal précieux. Ce déficit peut d'ailleurs traduire une insuffisance croissante de la masse monétaire par rapport à la rapidité du développement économique – hypothèse particulièrement bien adaptée à la situation du XIII^e siècle. Mais l'endettement est aussi considéré comme le signe de la paupérisation d'au moins une partie de la paysannerie et le prélude à un massif transfert de biens des petits paysans vers les élites locales ou la bourgeoisie urbaine. Ces interprétations sont-elles conciliables ?

Les divergences des schémas interprétatifs généraux, ceux-ci parmi d'autres, appelaient à les revisiter avec un souci comparatif des nuances chronologiques, régionales et sociales. Plus largement et pour résumer les enjeux de cette troisième rencontre du programme, il ne s'agissait pas moins que de comprendre les mouvements de l'ensemble de la masse monétaire, tels que les campagnes les subissent et les activent. Comment la monnaie arrive-t-elle aux campagnes de la Méditerranée occidentale ? Au terme de quels circuits, depuis la frappe dans les ateliers monétaires jusqu'aux escarcelles paysannes ? Quelle part des pièces de monnaie dont disposent les ménages paysans provient des marchés et plus généralement de la vente de produits, quelle part provient des salaires et des activités artisanales complémentaires ? Quand et comment ces pièces quittent-elles les bourses paysannes ? La ponction fiscale les vide-t-elle ou incite-t-elle à vendre plus et mieux ? Le crédit est-il le témoin d'une situation de déficit, structurel ou conjoncturel, de nombre d'exploitations, ou un signe d'investissements ?

Une partie des communications de la rencontre madrilène, dont les orientations ont été tracées par Marc Bompaire et Antoni Furiò, est en cours de publication. Mais ces lignes souhaitent se faire l'écho de l'ensemble des discussions auxquelles participa, outre des médiévistes « méditerranéens », l'économiste Pierre-Cyrille Hautcœur. Il rappela opportunément la difficulté de la tâche à laquelle

s'attelait cette session du programme : encore aujourd'hui, on ne sait pas mesurer la vitesse de circulation de la monnaie à long terme. Mais on sait aussi que tout processus d'ouverture économique entraîne une redistribution des gains entre les agents économiques et que certains seulement en bénéficient.

L'approvisionnement en métaux précieux ne semble pas ralentir

Lors de cette rencontre, la présence de Nicholas Mayhew incarnait le modèle anglais, référence obligée en matière de production et de circulation monétaire⁷⁹. Ses études pionnières⁸⁰ et celles de Martin Allen⁸¹ qui s'appuient sur les inventaires de trésors permettent de raisonner sur la masse des monnaies en circulation. Le niveau de frappe en Angleterre est très élevé jusque vers 1320 : il y aurait eu alors en circulation, à la fin du règne d'Édouard I^{er}, une quantité de deniers d'argent supérieure à la masse de pièces d'or et d'argent réunies en circulation du début du XVI^e siècle. Mais il est admis qu'une contraction brutale se fait sentir en Angleterre dès 1320 et reste forte jusqu'en 1340.

L'Europe, et notamment l'Europe méditerranéenne, a-t-elle souffert d'un défaut structurel d'approvisionnement en métaux précieux, qui se serait durablement aggravé après 1300 ? Ce n'est pas l'impression qui ressort du bilan dressé par Philippe Braunstein⁸². Il est vrai que l'argent provient de moins en moins des mines de régions méditerranéennes. Celles de Toscane ne servent plus qu'à l'approvisionnement local et celles de Sardaigne, à Iglesias, vivent leur plus grande splendeur sous la domination aragonaise, entre 1335 et 1340, leur décadence intervenant ensuite rapidement. Mais les prospections et les découvertes en Europe centrale (notamment Kutná Hora, mais aussi Bohême, Hongrie et arrière-pays dalmate de Raguse) assurent la continuité de la production. Outre ces grandes mines, une multitude d'autres de moindre importance continue d'assurer les frappes locales, qui sont utilisées dans la majeure part des règlements de petite envergure.

Ce sont désormais les États qui assurent la mise en circulation de la monnaie métallique et sa régulation. Ce sont eux qui frappent les métaux, en décident la valeur libératoire et les distribuent dans des espaces économiques de plus en plus

79 - La référence de synthèse sur les problèmes monétaires demeure Peter SPUFFORD, *Money and its use in medieval Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989. Y sont repris les éléments du débat sur la production monétaire européenne à la fin du Moyen Âge (considérée le plus souvent à partir des années 1340), animé par les travaux de Harry Miskimin, John Munro et John Day.

80 - Par exemple, Nicholas MAYHEW, « Money in the late medieval countryside Britain », in P. DELOGU et S. SORDA (dir.), *La moneta in ambiente rurale nell'Italia tardomedievale. Atti dell'incontro di studi (Roma, 21-22 settembre 2000)*, Rome, Istituto italiano di numismatica, 2002, p. 5-26.

81 - Martin ALLEN, « The volume and composition of the English silver currency, 1279-1351 », *The British Numismatic Journal*, 70, 2000, p. 38-44.

82 - Philippe BRAUNSTEIN, « La production minière et les circuits d'approvisionnement métallique de l'Occident médiéval », in M. BOURIN, F. MENANT et L. TO FIGUERAS (dir.), *Échanges, prélèvements et consommation..., op. cit.*

unifiés. Leur santé financière influe sans doute sur la bonne irrigation monétaire des territoires plus que les variations des quantités de métal extraites. Ce sont les gouvernements qui, comme l'écrit P. Braunstein, « fixent les usages, entre la monnaie noire, qui permet aux plus humbles de payer leur pain quotidien, les barres d'argent qui équilibrent le commerce international et les pièces d'or dont la circulation se limite aux cercles dominants et aux entreprises de prestige ».

L'arrivée du plurimétallisme or-argent-billon autorise des jeux compliqués : la blanche monnaie mange la noire, se plaignent les États, et les « subtils et malicieux » Italiens et autres Catalans en profitent mieux que d'autres qui subissent les refontes et les mutations monétaires. Le roi n'est pas maître de sa politique monétaire : elle est l'objet de négociation avec les états dans le royaume de France et avec les Cortès dans la péninsule Ibérique. La frappe de l'argent fin, sur le modèle du gros, apparaît à Montpellier en 1273, à Barcelone en 1285, à Valence en 1393, mais les Cortès d'Aragon ne l'autorisent pas⁸³. Globalement, on ne voit donc pas se dessiner, dans la première moitié du XIV^e siècle, une contraction de l'approvisionnement en métaux précieux et de la frappe monétaire qui ressemblerait aux phénomènes connus pour l'Angleterre d'après 1320.

Dans ce contexte général commun, se dessinent des situations bien différentes. Dans la Castille d'Alphonse X et de ses successeurs, les monnaies d'argent et de billon ne cessent de se dévaluer par rapport à l'or et les sujets se plaignent de manière récurrente du manque d'espèces, notamment en 1331. Dans les pays de la couronne d'Aragon, qui frappe aussi de l'or en Sicile, la dépréciation de l'argent est faible, pas plus de 5 % entre la création du *croat catalan* en 1285 et 1339. La masse monétaire augmente assez pour satisfaire les besoins internes et soutenir la formidable expansion commerciale outremer. Les frappes, qui semblaient inférieures à la moyenne des États européens au XIII^e siècle, la dépassent après 1300.

Comment l'argent vient aux paysans

Ces fortes disparités régionales marquent-elles les existences paysannes ? Il en va dans les campagnes méditerranéennes comme en Angleterre : les monnaies circulent partout, autant dans les campagnes qu'en ville. Si l'on en croit les trouvailles, il se pourrait qu'il y ait une diminution de la circulation des espèces métalliques dans la seconde moitié du XIV^e siècle, mais pas auparavant. Certes, la grande majorité des paysans ne manipule jamais de pièces d'or⁸⁴ ; ce sont surtout les monnaies

83 - Gaspar FELIU MONTFORT, « Moneda y conyuntura monetaria en la Corona de Aragón en torno a 1300 », in M. BOURIN, F. MENANT et L. TO FIGUERAS (dir.), *Échanges, prélèvements et consommation...*, op. cit.

84 - Dans son rapport consacré à la circulation monétaire dans les campagnes, Marc Bompaire relève que seulement 13 pièces d'or isolées des X^e-XV^e siècles proviennent d'un contexte rural, parmi les 1 300 trouvées dans le Midi de la France. Dans ce même ensemble, 8 pièces datent du règne de Philippe-Auguste, 22 de saint Louis, et 112 de Philippe le Bel : pour des règnes de durée équivalente, ces chiffres révèlent l'accroissement de la circulation monétaire. En revanche les registres notariaux signalent souvent des habitants des bourgades qui confient en prêt au notaire des pièces d'or, parfois seulement une, pour les faire fructifier.

seigneuriales qui circulent encore au début du XIV^e siècle, mais aussi beaucoup de monnaies étrangères. La porosité des aires monétaires est considérable.

Il est difficile de quantifier les différentes voies par lesquelles les paysans se procurent des pièces de monnaie. L'ampleur de la commercialisation les laisse penser multiples. Les salaires représentent un appoint non négligeable. L'impression qui se dégage des documents seigneuriaux est celle d'une distribution assez régulière des paiements en espèces entre les membres de la *familia* et les journaliers, sarcleuses ou faucheurs ; il y a peut-être entre eux une différence sensible de niveau de vie, due aux gages versés en nature à la *familia*, mais les uns et les autres, *via* l'organisme seigneurial, voient passer entre leurs mains de petites quantités de monnaie équivalentes⁸⁵.

Les locations d'animaux complètent la circulation d'argent « seigneurial ». Si la journée de manœuvre masculin est payée 12 deniers, celle d'un animal de trait, qui porte la vendange, est de 3 sous 6 deniers ; il est vrai que ce montant inclut le salaire de l'homme qui le conduit. Au total, ce sont des sommes considérables qui sont distribuées pour les charrois et autres transports.

À ces revenus d'appoint sous forme de salaires divers, versés par les seigneurs, il faut ajouter celui du travail de la laine. Les draps arrivent tissés dans les villes, prêts à être parés. Dans toutes les régions méridionales drapantes, c'est une source de transfert d'espèces de la ville vers les campagnes, et elle s'avère assez peu sensible à la concurrence régionale, à la différence des activités finales d'apprêt qui sont touchées de plein fouet⁸⁶.

Il ne s'agit pas de nier les grosses disparités d'accès aux espèces monétaires qui traversent le monde rural⁸⁷, mais de constater l'irrigation généralisée des campagnes par les monnaies : que la monnaie soit partout ne fait aucun doute⁸⁸. Il resterait à identifier, s'est demandé Sandro Carocci au cours de notre rencontre, si la forte monétarisation est le signe indiscutable et unique du dynamisme des campagnes ou s'il existe des systèmes de mise en valeur agricole actifs et solides, économes de circulation monétaire, telle peut-être la *mezzadria*. La présence de monnaie n'est-elle pas cependant le moyen de la liberté paysanne ?

85 - Ainsi, dans la seigneurie archiépiscopale de Sigean, la journée de travail est payée la même somme aux hommes employés au cellier et dans les vignes, mais les premiers sont nourris, pas les seconds.

86 - Monique BOURIN, Gilbert LARGUIER et Kathryn REYERSON, « Dynamiques commerciales et petites villes en Languedoc aux environs de 1300 », in M. BOURIN, F. MENANT et L. TO FIGUERAS (dir.), *Échanges, prélèvements et consommation...*, *op. cit.*

87 - Les droits de mutation payés lors de l'acquisition des terres et les activités de prêt sont là pour attester que les paysans les plus riches disposent de sommes sans commune mesure avec le petit monde des villageois.

88 - Ce fut la remarque d'Ana Rodriguez dans son intervention finale : dans le nord de la Castille ou en Galice, la monnaie est présente partout, sans qu'on sache bien ni comment elle circule ni à quoi elle sert !

L'impact sur les campagnes d'une fiscalité d'État désormais régulière

L'importance des transformations de la fiscalité et de ses enjeux sociaux autour de 1300 a été révélée depuis une quinzaine d'années par toute une série de grandes enquêtes collectives dans lesquelles la péninsule Ibérique a tenu le premier plan⁸⁹. Elles ont fait ressortir l'affirmation d'une fiscalité d'État, générale car elle touche l'ensemble d'un royaume, universelle puisqu'elle concerne tous les sujets du roi et pas seulement ses vassaux. Et un système fiscal municipal s'instaure aussi qui, pour une part, collecte les impôts royaux mais répond également aux dépenses locales. Une fiscalité stable, régulière, se met en place, et en même temps la pression fiscale s'accroît. Le prélèvement seigneurial ne représente plus qu'une petite partie de la charge fiscale à assumer. Mais là où il ne s'est pas affaibli, il a suscité, comme dans les montagnes navarraises ou dans la région de Forcalquier⁹⁰, un vif mouvement d'abandon et d'exil.

La chronologie de cet appesantissement est diverse. Il semble que la pression fiscale se soit accentuée plus tôt dans la péninsule Ibérique : dès 1260-1270 en Castille, autour de 1280 en Aragon ; un peu plus tard (1290-1330) en Italie ; et, malgré la mauvaise réputation de Philippe le Bel, guère avant 1330 en Languedoc, comme en Provence où elle devient brutalement très lourde. Si l'on saisit bien les résistances politiques que ces exigences nouvelles ont suscitées, il est plus difficile de mesurer leur rôle dans l'éventuel appauvrissement des populations concernées. Faut-il considérer le maintien de la prospérité en Provence ou en Languedoc jusqu'à la veille de la peste comme un effet du retard de cet alourdissement ?

Peut-être faut-il plutôt raisonner en termes d'adéquation entre les exigences fiscales et les ressources, en évoquant les disparités d'une communauté rurale à l'autre que permettent d'entrevoir les sources aragonaises étudiées par Carlos Laliena⁹¹ : les chiffres de la *pecha*, l'impôt direct, conservés pour 38 localités, traduisent une augmentation moyenne considérable, 80 % en trois ans entre 1273 et 1276 ; encore faut-il y ajouter la gabelle du sel, les redevances sur le bétail, le rachat du service militaire. À la fin du XIII^e siècle, le produit fiscal aragonais est évalué entre 600 000 et 1 000 000 de sous *jacquesas*, avec un pic à 1 200 000 en 1279. La pression fiscale est telle que, pour s'en défendre, nobles et villes se liguent contre

89 - Denis MENJOT et Manuel SÁNCHEZ MARTÍNEZ (dir.), *La fiscalité des villes au Moyen Âge*, Toulouse, Privat, 1996-2005 ; Maria GINATEMPO, *Prima del debito. Finanziamento della spesa pubblica e gestione del deficit nelle grandi città toscane, 1200-1350*, Florence, L. S. Olschki, 2000 ; Denis MENJOT et Manuel SÁNCHEZ MARTÍNEZ (dir.), *Fiscalidad de Estado y fiscalidad municipal en los reinos hispánicos medievales*, Madrid, Casa de Velázquez, 2006.

90 - John DRENDEL, « Les disettes en Provence », in M. BOURIN, J. DRENDEL et F. MENANT (dir.), *Les disettes dans la conjoncture de 1300...*, op. cit. ; C. LALIENA, « Développement économique... », art. cit.

91 - Carlos LALIENA, « El impacto del impuesto sobre las economías campesinas de Aragon en visperas de la Union (1277-1283) », in M. BOURIN, F. MENANT et L. TO FIGUERAS (dir.), *Échanges, prélèvements et consommation...*, op. cit.

le roi dans l'« Union » de 1283. L'impact sur les familles paysannes paraît cependant très différencié selon les cas : dans la région de Teruel, au sud, la contribution annuelle moyenne par feu, sur une période de six ans (1276-1282), est de 8 sous, ce que C. Laliena estime relativement modéré, alors qu'un village proche de Huesca, au nord du pays, est taxé pendant la même période à un taux beaucoup plus lourd : 21,5 à 24 sous en moyenne par feu et par an, soit l'équivalent d'une bonne quarantaine de journées de moissonneur à 6 deniers. L'inégalité des contributions reflète probablement celle du développement, ancien au nord, tout récent au sud.

Les bénéficiaires de l'impôt

Non seulement le poids de la nouvelle fiscalité semble très irrégulièrement réparti entre villes et campagnes et entre régions, mais s'il a handicapé les uns, il a largement enrichi tous ceux qui ont su participer à sa levée. Deux études sont éloquentes sur ce point : Thierry Pécout a observé la région de Moustiers en Provence d'après l'enquête générale de 1332 sur les droits royaux, P. Benito s'est penché sur les pays de la couronne d'Aragon. Leurs résultats s'avèrent concordants : la fiscalité royale profite à des intermédiaires qui prennent à ferme les impôts – péages, leudes provençales, la partie royale de la dîme dans les royaumes de Valence et de Majorque. Ce sont des petits nobles, des marchands, des officiers royaux, des hommes de loi ou encore des créanciers de la Couronne, toscans notamment. Dans les pays de la couronne d'Aragon, à la fin du XIV^e siècle, ces prélèvements ne laisseraient à la monarchie qu'entre un quart et la moitié de ses revenus fiscaux et patrimoniaux. Avec l'impôt apparaît aussi la dette publique : les titres de rente assignés sur les impôts figurent sur le marché financier et sont une source de profit supplémentaire.

Le prélèvement fiscal constitue donc, pour certains qui savent en tirer partie, un élément moteur d'une société où l'esprit de profit est solidement installé. Sans doute faut-il voir dans les réactions de plus en plus faibles des élites aux exigences royales, non pas seulement le fait de l'habitude, mais aussi un intérêt bien compris. Ce sont plutôt les échecs des campagnes militaires que la fiscalité elle-même qui, de plus en plus, suscitent leurs protestations, parfois violentes.

Volume et fonctions du crédit dans l'économie aux alentours de 1300

Les fonctions du crédit dans cette économie fortement bousculée par diverses transformations, notamment politiques, ont suscité chez les historiens des interprétations divergentes⁹². Est-il un substitut au manque de monnaie ? Pour la

92 - M. BERTHE (dir.), *Endettement paysan et crédit rural...*, op. cit. ; F. MENANT et O. REDON (dir.), *Notaires et crédit...*, op. cit. ; *Credito e società : le fonti, le tecniche e gli uomini. Secoli 14.-16. Atti del Convegno, Asti e Chambéry, 24-27 settembre 1998*, Asti, Tip. astese, 2000 ; J. V. GARCÍA MARSILLA, *Vivre a crédito en la Valencia medieval...*, op. cit. À titre de comparaison, voir Phillip R. SCHOFIELD et Thijs LAMBRECHT (dir.), *Credit and the rural economy in north-western Europe, c. 1200-c. 1850*, Turnhout, Brepols, 2009.

société provençale qu'il étudie, John Drendel ne le croit plus : le prêt incite le crédeur à se procurer des espèces. C'est aussi l'avis d'A. Furiò pour l'économie pionnière du royaume de Valence : monnaie et crédit y sont également abondants. Il a calculé que 50 millions de deniers y circulent aux environs de 1300. Un Valencien dispose alors d'environ 5 sous par an, à peu près autant qu'un Anglais au même moment. Et le crédit est partout. Si elle n'est pas encore perpétuelle, mais à court terme, la rente constituée se diffuse rapidement dès les années 1330. Une grande partie de ce crédit est contractée oralement. Non seulement tous les emprunts internes à la famille, mais tous ceux aussi qui reposent sur une relation de solidarité dans un cadre d'étroite interconnaissance et tous ceux dont le montant ne justifie pas l'écriture. Les écrits conservés ne sont que la face émergée de l'iceberg. Mais les registres judiciaires de réclamation éclairent l'ensemble. Ils montrent les saisies qui ne font pas le malheur de tous : les ventes aux enchères qu'elles suscitent sont l'occasion d'acheter à bon compte du mobilier mais aussi une charrue ou une paire de bœufs pour monter son exploitation.

Dans les États d'où ils n'ont pas été expulsés, les juifs assurent encore le difficile crédit sur gages. Ailleurs, les prêteurs ne manquent pas au sein de toute la société. Le crédit n'est pas une activité marginale, limitée à quelques professionnels, mais une pratique commune à tous les niveaux sociaux. La transmissibilité des créances implique qu'existent une bonne information et un système de garanties. Certaines de ces garanties reposent sur la réputation et la structuration du réseau social ; les autres, réelles, sur la possibilité de saisie des biens engagés, c'est-à-dire sur la qualité des juridictions et leurs coûts. Ce sont ces deux caractères de la société rurale méditerranéenne des années 1300 que révèle l'ampleur généralisée des opérations de crédit.

Crédit qui ruine celui qui a contracté une dette ? Les exemples étudiés au cours de cette session ont présenté une vision optimiste du crédit. Ainsi Javier Soldevila pour qui, en Catalogne, le crédit est rarement obtenu en situation de détresse. À partir notamment du registre des obligations d'un bayle catalan des années 1344-1346, il observe que les défaillances des débiteurs n'entraînent pas la faillite, mais une saisie partielle de récolte ou de vêtements. Et le crédit à la consommation concerne plutôt des gens qui ont du bien. Les paysans sont plus en situation de collaboration sociale que d'expropriation et l'accumulation chez les créanciers reste modeste. Le déficit des exploitations n'est pas utilisé pour s'approprier la terre, mais plutôt les produits de la terre.

La tonalité générale des études présentées lors de cette rencontre madrilène a décrit la conjoncture des campagnes méditerranéennes autour de 1300 sous un visage moins noir qu'on ne pouvait l'attendre : abondance des liquidités et du crédit, capacité à supporter les exigences fiscales. Sans doute les campagnes lombardes ou toscanes auraient-elles offert un tableau social plus sombre, avec des dépossessions paysannes plus fréquentes et un écart des fortunes sans commune mesure avec celui des régions plus occidentales du monde méditerranéen. Dans le monde ibérique ou celui de la France méridionale, avec, certes, de fortes nuances régionales, l'aggravation de la pression fiscale, conjuguée aux nouveautés techniques

et politiques, a accentué l'éventail des niveaux de ressources, appauvri les pauvres et enrichi les riches. Mais la redistribution des profits, et notamment des nouveaux profits fiscaux, semble plus large, moins déséquilibrée qu'elle ne l'est en Italie.

La mobilité sociale

Les sociétés contemporaines ressentent de plus en plus le blocage, parfois dramatique, des canaux de mobilité et le naufrage des espérances placées en eux. Cela rend l'historien d'aujourd'hui plus sensible que par le passé aux succès et aux échecs des tentatives d'ascension sociale, dans la mesure où il y trouve de précieux indices pour comprendre la tonalité d'une époque, la température de sa vie sociale. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si l'enquête collective sur la « conjoncture de 1300 » en est venue à affronter des questions que les médiévistes n'ont guère l'habitude de se poser : que savons-nous de la mobilité sociale au Moyen Âge ? Peut-on dire que des phénomènes de rigidité sociale, ou plus exactement des facteurs de ralentissement de la mobilité, ont caractérisé les dernières phases de l'expansion du XIII^e siècle et du début du XIV^e siècle ? La « conjoncture de 1300 » a-t-elle été aussi une conjoncture de raidissement social ?

Ces questions conduisent inévitablement à un élargissement du programme de recherche sur la conjoncture de 1300, et peuvent l'amener à s'égarer. L'élargissement naît du fait que la thématique de la mobilité sociale est bien plus vaste que celle, déjà fort ample, de la conjoncture. Elle oblige à prendre en compte les champs de l'économique, du politique et des institutions, mais aussi les facteurs qui définissent le champ social et la mobilité des acteurs, tout en prêtant attention aux variations de ces facteurs en fonction des époques, des situations, du comportement des acteurs, de leurs langages et de leurs discours.

Le risque d'égarement découle, lui, du fait que les médiévistes n'ont jamais vraiment réfléchi au problème de la mobilité sociale. Nous connaissons certes de nombreux exemples d'ascension et de régression sociales : on les trouve aussi bien dans des études de détail sur tel individu ou telle famille que dans des enquêtes de plus vaste portée consacrées à tel grand phénomène de l'histoire médiévale. Personne ne croit plus au mythe d'une société médiévale où la mobilité serait nulle ou insignifiante : elle est considérée comme la règle pour le Moyen Âge non moins que pour les autres époques. De surcroît, la conception que nous nous faisons de la société médiévale a changé, et l'on a abandonné depuis longtemps l'idée qu'elle se composerait de corps sociaux enfermés dans de rigides hiérarchies de groupes et d'ordres, entre lesquels tout passage aurait été difficile, voire impossible. Il n'empêche que la mobilité sociale reste pour l'essentiel quelque chose d'implicite, une sorte d'arrière-plan auquel il n'y aurait pas lieu d'accorder une attention particulière⁹³.

93 - Sur les raisons de ce manque d'intérêt, voir Sandro CAROCCI, « Mobilità sociale e medioevo », *Storica*, 43-45, 2009, p. 40-86.

Les symptômes de raidissement

Observée sous l'angle de la mobilité sociale, la conjoncture de 1300 revêt dans certaines études une physionomie bien caractérisée. Les recherches semblent suggérer l'existence d'une dialectique entre la persistance de l'expansion économique et démographique d'une part, et de l'autre le ralentissement du renouvellement social et l'émergence de facteurs de rigidité. Quelques exemples, pris dans des lieux et des milieux économiques différents, suffiront à illustrer cette impression.

Dans une paroisse de l'ouest des Midlands, Halesowen, une étude fondée sur une très riche documentation décrit une société qui se caractérise à la fin du XIII^e siècle et pendant la première moitié du XIV^e siècle par la poursuite de sa croissance démographique, par l'augmentation de son produit global et par un marché foncier actif ; mais cette société est en même temps frappée par des phénomènes de rigidité sociale et de mobilité inverse. Après des siècles d'expansion démographique, la terre est si rare dans ce village anglais que seules les familles paysannes les plus riches ont les moyens de faire des investissements fonciers. Mais ces acquisitions sont uniquement destinées à fournir aux cadets une modeste dotation, et non pas à agrandir l'exploitation familiale. Seuls les fils aînés des paysans aisés conservent les terres paternelles, les cadets étant condamnés à descendre dans l'échelle sociale. C'est bien pire encore pour les petits et les moyens propriétaires, qui, dans le jeu du marché de la terre, finissent par céder une partie de leurs terres à leurs voisins plus riches. Seule la Peste noire mettra un terme à ce système de rigidité et de mobilité inverse⁹⁴.

Une dialectique analogue semble jouer à la même époque, mais dans un contexte tout différent, chez les artisans des villes italiennes ainsi que d'autres régions d'Europe : dans ces milieux, la transmission du savoir technique était restée largement ouverte jusqu'à la fin du XIII^e siècle⁹⁵. La diffusion des contrats d'apprentissage et l'absence de tout obstacle pour passer du rang d'apprenti à celui de maître permettaient à beaucoup d'entreprendre un long parcours qui commençait par la phase de l'apprentissage, se poursuivait par celle du compagnonnage et conduisait, en cas de succès, à la position de maître indépendant qui occupe le sommet de toute hiérarchie professionnelle. Cette phase d'ouverture et d'ascension, si importante pour la grande expansion des économies urbaines, prend précisément fin vers 1300. La durée de la formation s'allonge, on introduit des règles qui réservent aux fils de maîtres l'accès aux corporations et la condition de l'apprenti devient celle d'un travailleur subordonné plus que celle d'un futur maître.

94 - Zvi RAZI, *Life, marriage and death in a medieval parish: Economy, society and demography in Halesowen, 1270-1400*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, particulièrement p. 90-99 et 146-150.

95 - Pour l'Italie, Donata DEGRASSI, « Il mondo dei mestieri artigianali », in S. CAROCCI (dir.), *La mobilità sociale nel medioevo, op. cit.*, p. 273-287 ; pour la France, John DRENDEL, « La mobilité sociale dans l'historiographie française de la conjoncture de 1300. Les manieurs d'argent », *ibid.*, p. 239-246.

Tournons-nous maintenant vers la fonction que remplit l'instruction dans le monde des travailleurs laïcs. On a l'impression qu'au début du XIV^e siècle elle cesse d'être, pour un jeune homme intelligent, énergique et muni d'un petit capital social, le gage assuré de mobilité ascendante qu'elle était aux générations précédentes⁹⁶. Observons encore ceux qui se trouvent au sommet de la hiérarchie sociale et politique dans les villes italiennes, dans le royaume d'Aragon ou dans le Midi de la France : bien des travaux signalent à partir des dernières décennies du XIII^e siècle un tassement de cette mobilité sociale qui, formidable comme une poussée biologique, avait pendant près de deux siècles soutenu la croissance urbaine et le renouvellement des groupes dirigeants. Comme dans la fameuse « Serrata » vénitienne de 1297, les sociétés urbaines sont traversées par des pulsions de fermeture oligarchique qui visent à limiter l'accès aux organes du pouvoir et de la vie politique⁹⁷. Enfin, c'est précisément au tournant du XIII^e siècle que les communes italiennes commencent à imposer des restrictions à l'immigration des ruraux ; elles limitent ainsi la mobilité géographique, qui représente à toutes les époques le plus actif des canaux de mobilité sociale, qu'elle soit ascendante, horizontale ou régressive⁹⁸.

Il est tentant, de prime abord, d'établir une corrélation entre cette impression d'engluement, ces indices de raidissement et le ralentissement de l'expansion, la saturation, les signes d'essoufflement d'une économie et d'une société en manque d'oxygène. Mais on court le risque, ce faisant, de tomber dans le court-circuit interprétatif, de procéder à une modélisation abstraite et modernisante. L'historien du Moyen Âge ne dispose pas encore de tous les instruments conceptuels nécessaires. Il lui faut élaborer des catégories, des modèles d'analyse et des stratégies d'enquête. C'est pour cette raison que l'enquête collective sur la conjoncture de 1300 a élargi son cadre chronologique en abordant, fût-ce par de simples sondages, une question plus vaste, celle de la mobilité sociale au Moyen Âge.

Questions de méthode

Il faut d'abord souligner que la question de la mobilité sociale revêt aujourd'hui une nouvelle configuration, qui a ôté toute raison d'être au désintéret que lui réservaient autrefois les historiens du Moyen Âge. L'idée que la mobilité sociale

96 - Étienne ANHEIM et François MENANT, « Mobilité sociale et instruction : clercs et laïcs du milieu du XIII^e au milieu du XIV^e siècle », in S. CAROCCI (dir.), *La mobilità sociale nel medioevo*, op. cit., p. 341-379.

97 - Cadres d'ensemble : ÉLISABETH CROUZET-PAVAN, *Enfers et paradis. L'Italie de Dante et de Giotto*, Paris, A. Michel, 2001, p. 224-233, et François MENANT, *L'Italie des communes, 1100-1350*, Paris, Belin, 2005, p. 54-64 et 117-119 ; voir cependant les réserves de Giuseppe PETRALIA, « Problemi della mobilità sociale nel mondo dell'intermediazione commerciale e finanziaria (secoli XII-XIV, Italia e Mediterraneo europeo) », in S. CAROCCI (dir.), *La mobilità sociale nel medioevo...*, op. cit., p. 247-271, et celles de Carlos LALIENA, « Las transformaciones de las élites políticas mediterráneas hacia 1300: cambios internos y movilidad social », *ibid.*, p. 147-185.

98 - Paolo GRILLO, « Mobilità geografica e mobilità sociale in Italia e nella Francia meridionale (1300-1348) », in S. CAROCCI (dir.), *La mobilità sociale nel medioevo*, op. cit., p. 555-576.

relèverait d'une problématique de la modernisation, adaptée aux périodes postérieures mais pas à la fin du Moyen Âge, doit en effet être abandonnée depuis qu'a été montrée l'importance de la commercialisation de l'économie et son poids dans les rapports sociaux dès les XII^e-XIII^e siècles. Plus déterminantes encore ont été les nouvelles conceptions de l'espace et du changement social qui se sont imposées au cours des trente dernières années. Elles ont libéré l'historien du Moyen Âge de ce sentiment d'infériorité qui l'habitait du fait de l'absence de sources fiables d'un point de vue quantitatif et statistique. La mesure exacte des phénomènes de mobilité s'avère en fait toujours plus difficile aujourd'hui, même pour les sociologues du monde contemporain. L'espace social est désormais pensé comme une réalité non euclidienne, riche de dimensions multiples, et surtout comme un milieu instable, en continuelle construction et reconstruction à travers l'action de ses agents. Parallèlement, anthropologues et sociologues ont souligné l'impossibilité de lire l'action humaine de façon linéaire, en s'en tenant exclusivement à ses aspects rationnels et en laissant de côté les motivations inconscientes, les habitudes et les dispositions incorporées – dans le sens bourdieusien du terme – qui sont à l'œuvre dans chaque individu. La pulsion qui, selon Adam Smith, pousserait l'individu à améliorer sa condition et qui constituerait le mécanisme fondamental de la mobilité sociale a ainsi perdu ses connotations quasiment biologiques, son aspect de force à l'œuvre chez tous les acteurs sociaux, quels que soient l'époque et le contexte⁹⁹.

Le champ de la recherche étant libéré des obstacles conceptuels et des complexes d'infériorité qui l'encombraient, les historiens du Moyen Âge peuvent désormais y déployer leurs questionnements. Ils peuvent s'interroger sur les éléments constitutifs des identités sociales, sur le caractère performatif des représentations savantes, sur l'interconnexion et la hiérarchisation des canaux d'ascension. Ils ont pris pleinement conscience qu'il leur fallait, eux aussi, considérer la mobilité sociale comme une compétition pour le statut, pour un bien immatériel, qui ne se définit que par comparaison avec d'autres groupes, même si, comme on le verra bientôt, ce quelque chose ne se révèle guère, pour le Moyen Âge, qu'à travers les sources matérielles. Chacune de ces thématiques exigerait un développement à part qu'il n'est pas possible d'effectuer ici. Nous nous en tiendrons à quelques aspects essentiels et particulièrement utiles pour comprendre la « conjoncture de 1300 ».

Les sources matérielles du bas Moyen Âge permettent de plus en plus, à côté des textes connus depuis plus longtemps, de cerner les caractéristiques de la mobilité sociale : elles montrent qu'elle se développe au sein d'un même ensemble de valeurs, elles parlent d'émulation, de classes autrefois subordonnées qui s'enrichissent et qui, dans une atmosphère de compétition sociale, cherchent à imiter celles qui dominaient auparavant. La céramique, qui est de loin le témoin archéologique le plus abondant dans la Méditerranée des XII^e-XV^e siècles, montre que les méthodes de fabrication deviennent plus complexes, les formes et les fonctions beaucoup plus variées et spécialisées, l'esthétique franchement plus recherchée, notamment avec la diffusion de modèles islamiques ou byzantins. Ces

99 - Pour la réception de ces thématiques dans les études sur le Moyen Âge, voir S. CAROCCI, « Mobilità sociale e medioevo », art. cit.

nouvelles céramiques répondent à de nouvelles exigences de décorum dans le déroulement des repas. Le fait de manger assis à une table, avec une nappe et de la vaisselle appropriée, devient un signe de prééminence sociale¹⁰⁰. Si cet élargissement de la consommation de luxe à des groupes sociaux toujours plus vastes est constaté dans l'Europe du Nord-Ouest, tout autant que dans les régions méditerranéennes, ce sont surtout les chercheurs anglo-saxons qui se sont attachés à l'étudier. L'archéologie des habitats ruraux témoigne d'un effort pour adopter les symboles de distinction et les styles de vie propres aux citadins, c'est-à-dire au groupe qui constituait le modèle de référence le plus immédiat pour les villageois qui s'efforçaient d'escalader les échelons de la société. On assiste à l'apparition d'innovations dans l'architecture et le décor, comme l'adjonction d'éléments en encorbellement aux étages, la décoration des poutres ou l'usage de charpentes courbes (*cruck house*). On voit se répandre l'usage de serviettes de table, de cuvettes métalliques, de pichets d'étain, de nouveaux vêtements, et d'une quantité de petits objets comme les boucles de ceinture et les ornements de fer-blanc, d'étain et de cuivre. Les exemples de cette émulation sont encore plus nombreux si l'on déplace l'observation de la campagne vers la ville ou vers la petite aristocratie. Et lorsque la contraction démographique du milieu du XIV^e siècle accroît les ressources des travailleurs, la compétition pour la consommation devient omniprésente et se déploie à de multiples niveaux¹⁰¹.

Conjoncture et mobilité

Les valeurs et marqueurs symboliques ne constituent qu'un exemple de la façon dont la multiplication des champs d'analyse rend complexe l'entreprise de relier la mobilité sociale à la conjoncture. Les facteurs qui conditionnaient la mobilité (ascendante, horizontale ou inverse) étaient différents de ceux qui conditionnaient l'évolution économique et plus diversifiés. Les deux problématiques ne se superposent donc qu'en petite partie.

Prenons l'exemple des restrictions évoquées précédemment qui, dans la conjoncture de 1300, limitent la forte mobilité sociale dont bénéficiait jusqu'alors le monde des artisans. Il ne fait pas de doute que ce passage d'une phase d'ouverture et d'ascension à une phase de relative fermeture doit être rapporté aux difficultés auxquelles les artisans se trouvent confrontés du fait du ralentissement de la dynamique économique. Mais cette évolution témoigne plus encore d'un changement culturel. Les artisans imitent les modèles de comportement familial des

100 - Alessandra MOLINARI, « Archeologia e mobilità sociale », in S. CAROCCI (dir.), *La mobilità sociale nel medioevo*, op. cit., p. 117-144.

101 - La meilleure synthèse est celle de Christopher DYER, *An age of transition? Economy and society in England in the later Middle Ages*, Oxford, Clarendon Press, 2005, p. 126-172 ; voir aussi désormais *Id.*, « Methods and problems in the study of social mobility in England (1200-1350) », in S. CAROCCI (dir.), *La mobilità sociale nel medioevo*, op. cit., p. 97-116, et Sarah PEARSON, « Rural and urban houses, 1100-1500: 'Urban adaptation' reconsidered », in K. GILES et C. DYER (dir.), *Town and country in the Middle Ages: Contrasts, contacts and interconnections, 1100-1500*, Leeds, Maney, 2005, p. 43-63.

milieux aisés. Quoique dépourvus de vastes propriétés foncières, ils commencent à concevoir « le métier lui-même, et tout ce qui lui est attaché (la boutique, l'outillage, le savoir technique et la clientèle), comme un patrimoine à transmettre aux descendants et, en tant que tel, à défendre et à garder¹⁰² ». Chez les marchands aussi, les parcours de mobilité sociale se transforment au cours du XIII^e siècle du fait de la diffusion de nouvelles pratiques familiales. Tant le nouveau système commercial fondé sur les « compagnies » et sur la sédentarisation des marchands que l'exercice du pouvoir politique dans les communes poussent à la constitution de frèrèches, au mariage tardif, au célibat, aux pratiques endogamiques et à d'autres mécanismes qui structurent les milieux marchands « en groupes sociopolitiques fortement soudés, mais aussi toujours plus différenciés et hiérarchisés¹⁰³ ». La conjoncture économique ne joue qu'un rôle indirect dans cette transformation.

Il faut prendre les mêmes précautions à l'égard des informations sociales que l'on peut tirer des processus de renouvellement et d'élargissement des élites politiques. C'est pour les médiévistes un point d'observation important. Ils ont souvent eu tendance, en raison de l'abondance des sources et des travaux à ce sujet, à analyser les transformations sociales à partir des changements de la noblesse et des groupes dominants. Ceci sans toujours tenir compte des divergences qui peuvent exister entre le changement économique et les transformations politiques, ni des rapports dialectiques entre ces deux phénomènes¹⁰⁴. Il est évident qu'avant d'évaluer le mouvement d'ensemble de la société et de l'économie, il convient de prêter la plus grande attention au contexte politique et institutionnel. Pour nous limiter à deux exemples, les difficultés que rencontre la noblesse castillane après 1270 et qui s'amplifient dans les premières décennies du XIV^e siècle découlent en première analyse de la fin de la *Reconquista* et du processus de construction monarchique ; et en ce qui concerne les milieux dirigeants citadins, les phénomènes de cooptation et de raidissement évoqués plus haut relèvent avant tout des transformations des institutions et de la culture politique¹⁰⁵.

L'enquête collective a donc mis en lumière de nombreux cas de blocage de la société et de nouvelles pratiques d'exclusion vers 1300, mais elle a aussi constaté l'impossibilité de procéder à une lecture univoque de ces phénomènes. Trop nombreux sont les facteurs qui entrent en jeu, trop nombreuses aussi les dynamiques à l'œuvre dans les différentes régions et les différents groupes sociaux. Une fois posé ce préalable, on peut ajouter que les données dont nous disposons semblent suggérer dans leur ensemble une tendance économique marquée par des difficultés sectorielles et par la recherche de nouveaux équilibres, plutôt que par une inversion franche de la croissance. Et surtout on perçoit un changement dans le caractère de l'expansion, qui se stabilise et assume des rythmes plus lents et plus réguliers, laissant peu de place à ces fortes accélérations périodiques qui, au cours des deux siècles précédents, avaient donné une si vive impulsion à la mobilité sociale.

102 - D. DEGRASSI, « Il mondo dei mestieri... », art. cit., p. 283.

103 - G. PETRALIA, « Problemi della mobilità sociale... », art. cit., p. 253.

104 - *Ibid.*

105 - Pascual MARTÍNEZ SOPENA, « La movilidad de la nobleza (España, ca. 1250-1350) », in S. CAROCCI (dir.), *La mobilità sociale nel medioevo*, op. cit., p. 209-238.

Rappelons les limites de cette conclusion. En premier lieu, il serait erroné, dans le cas du Moyen Âge, d'établir un rapport directement proportionnel entre économie et mobilité. Il existe, au début comme à la fin du Moyen Âge, des périodes de crise économique qui se sont accompagnées d'une forte mobilité, alors que des époques d'expansion continue ont vu croître la rigidité et les barrières sociales. La longue phase de croissance semble avoir souvent accentué la distance entre les élites et les groupes défavorisés ; et de toute manière, même là où la tendance à la polarisation a été entravée par un fort développement des classes moyennes, la croissance a eu pour conséquence d'élargir les bases économiques susceptibles de donner naissance à de nouvelles formes de distinction sociale¹⁰⁶. De surcroît, la mobilité provoquée par le développement des marchés et des techniques a pu prendre la forme de la mobilité inverse : dans bien des régions, la diffusion capillaire de la monnaie, du crédit et du marché de la terre¹⁰⁷ a été à la même époque un facteur de décadence pour la plus grande partie de la population rurale. Les nouvelles techniques agricoles ont eu des effets analogues en augmentant les écarts de richesse : seule une petite partie de la population disposait de ressources suffisantes pour tirer parti du marché et des innovations techniques¹⁰⁸.

Il n'est par ailleurs nullement établi qu'au Moyen Âge la mobilité sociale ait eu par elle-même un rôle économique positif. Pour cela, il aurait fallu que les sociétés médiévales disposent d'un type d'organisation sociale et institutionnelle dont elles étaient encore largement dépourvues : un marché du travail libre de toute contrainte, des institutions sociales ouvertes, et toute une série d'autres conditions peu compatibles avec l'univers stratifié des privilèges de l'âge prémoderne. On ne peut pas non plus tenir pour acquis le type de mobilité qui comptait le plus dans l'évolution des économies médiévales. Était-ce réellement la sélection des plus capables ? Un exemple suffira à rappeler qu'il est impossible de fournir une réponse positive : selon une interprétation qui été longtemps dominante, l'instauration de la seigneurie banale se serait accompagnée d'une forte mobilité inverse pour un grand nombre de paysans qui seraient passés du statut d'alleutiers à celui de tenanciers et, plus grave encore, auraient été soumis à de nouveaux et plus lourds prélèvements. Et pourtant, si l'on en croit la même interprétation, c'est précisément le

106 - Pour l'Angleterre, voir par exemple Barbara F. HARVEY, « Conclusion », in B. F. HARVEY (dir.), *The twelfth and thirteenth centuries, 1066-c.1280*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 261-262.

107 - On pense bien sûr au destin de la population paysanne dans les territoires soumis à la domination des communes italiennes, mais des dynamiques analogues existent dans d'autres parties de l'Europe. Jusque chez les partisans de la *commercialisation thesis* anglaise, domine l'impression que seule une élite paysanne a vraiment pu tirer profit de la diffusion du crédit et du commerce. Voir les articles rassemblés dans Laurent FELLER et Chris WICKHAM (dir.), *Le marché de la terre au Moyen Âge*, Rome, École française de Rome, 2005, et ceux qui sont en préparation dans M. BOURIN, F. MENANT et L. TO FIGUERAS (dir.), *Échanges, prélèvements et consommation...*, *op. cit.*

108 - Pour un exposé général, voir Gérard SIVÉRY, « Social change in the thirteenth century: Rural society », in D. ABULAFIA (dir.), *The new Cambridge medieval history*, t. 5, *c.1198-c.1300*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 38-48, particulièrement p. 40 ; un exemple anglais : Marjorie KENISTON MCINTOSH, *Autonomy and community: The royal manor of Havering, 1200-1500*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

pouvoir acquis par les seigneurs banaux qui a donné l'impulsion décisive au décollage de l'économie européenne: en contraignant les paysans à augmenter leur production et en concentrant les ressources entre ses propres mains, l'aristocratie seigneuriale a provoqué la hausse de la demande de produits artisanaux et de biens marchands¹⁰⁹.

En dépit de ces précautions et de ces difficultés, l'étude de la mobilité est un chantier qui s'annonce aussi prometteur que peu fréquenté. Dans le cas de la conjoncture de 1300, elle a amené les chercheurs à porter une attention plus aiguë à la diversité des évolutions. Elle a révélé la fréquence des parcours descendants. Elle a permis de mettre en évidence la grande importance que revêt au Moyen Âge la mobilité interne, qui consiste en un simple changement de niveau à l'intérieur d'un groupe. Cette forme de mobilité, qui n'est guère prise en compte par la sociologie contemporaine, représentait l'objectif le plus réaliste dans un monde où, pour la grande majorité de la population, un changement radical de statut restait une éventualité bien improbable.

L'étude de la mobilité sociale a fourni d'autres indications importantes. L'une concerne l'impact de l'énorme accroissement des organismes publics, qui atteignent entre la fin du XIII^e siècle et le début du XIV^e siècle des dimensions sans commune mesure avec l'époque précédente et acquièrent une physionomie radicalement nouvelle. On constate son effet sur la mobilité, mais aussi sur l'évolution générale de l'économie et de la société¹¹⁰.

En France, dans la péninsule Ibérique, en Italie, les plus gros bénéfices que l'on est désormais en droit d'attendre des activités financières ne proviennent plus des prêts aux particuliers, aux établissements ecclésiastiques et aux marchands: les meilleures sources de profit résident maintenant dans le service de la dette publique, dans l'affermage des impôts et des charges des États, dans la participation au fonctionnement de systèmes fiscaux en pleine croissance, dans les prêts aux souverains¹¹¹. Pour les aristocraties, le rapport entre l'activité militaire et la prééminence sociale, qui avait été très étroit tout au long du Moyen Âge, assume de nouvelles formes du fait même du rôle prépondérant des appareils de gouvernement. Les États imposent un nouveau type d'organisation militaire, qui se caractérise par la professionnalisation de l'activité guerrière et par la vertigineuse augmentation des dépenses. D'autres changements résident dans la création de contingents permanents, dans le recrutement de troupes de mercenaires pour de brèves périodes et enfin dans la généralisation de la rétribution monétaire des combattants. La guerre

109 - Parmi les nombreuses versions de cette interprétation, rappelons par exemple Dominique BARTHÉLEMY, *L'ordre seigneurial: XI^e-XII^e siècle*, Paris, Éd. du Seuil, 1990, p. 89-123 et 253-254.

110 - Voir en particulier Jean-Claude MAIRE-VIGUEUR, « Conclusioni: mobilità e identità sociale », in S. CAROCCI (dir.), *La mobilità sociale nel medioevo, op. cit.*, p. 409-436, et Giuliano MILANI, « Il peso della politica nella mobilità sociale (Italia comunale, 1300 ca.) », *ibid.*, p. 577-589.

111 - G. PETRALIA, « Problemi della mobilità sociale... », art. cit. ; J. DRENDEL, « La mobilità sociale... », art. cit.

continue de représenter pour les aristocraties une source importante de revenus et d'ascension sociale, mais exclusivement au service d'une institution publique ¹¹².

En Castille, en France, dans l'Italie méridionale et dans un certain nombre d'États de moindre importance comme dans les seigneuries des Visconti et des Della Scala en Italie du Nord, les interventions du pouvoir politique dans l'assignation des charges ecclésiastiques se multiplient et jouent désormais un rôle déterminant dans la carrière des évêques et des prélats. Pour les laïcs, l'instruction continue de représenter un canal d'ascension sociale essentiellement pour ceux qui trouvent une place dans les appareils d'État en pleine croissance ¹¹³. Enfin, dans un monde démographiquement « plein », où se développent les appareils d'État et où l'on commence pour la première fois à mettre en œuvre de véritables politiques économiques, la mobilité géographique peut, elle aussi, devenir un instrument d'ascension sociale pour les artisans, les marchands, les notaires et les juristes : encore faut-il pour cela qu'ils réussissent à établir un rapport avec l'État, que ce soit en obtenant la concession de privilèges fiscaux, en se mettant au service du prince ou en entrant dans l'un ou l'autre des nouveaux appareils administratifs ¹¹⁴.

Partout ou presque les facteurs économiques continuent de peser d'un grand poids, mais ce sont néanmoins les institutions publiques qui deviennent le principal vecteur de mobilité ascendante. Dans les critères de la promotion sociale, la suprématie passe ainsi de l'économie à la politique. Durant la longue expansion des siècles précédents, les possibilités d'ascension sociale dépendaient surtout des activités économiques, qu'elles fussent tournées vers la production ou vers les échanges. Au cours de la période couverte par notre enquête, c'est au contraire la construction de nouveaux appareils d'État qui devient le facteur dominant ; il s'agit certes d'appareils marqués par de fortes différences, mais qui se caractérisent tous par la même tendance à absorber une quantité toujours plus grande de ressources matérielles et immatérielles. C'est là un élément important pour mieux comprendre la tonalité d'une époque avec laquelle il est à craindre que la nôtre ne soit pas sans ressemblance.

Sur les rives, prises au sens large, de la Méditerranée occidentale, la période que nous avons appelée « les années 1300 », c'est-à-dire ces décennies qui entourent le changement de siècle et s'achèvent à la Peste noire, se termine assurément mal : 1347 est l'année noire, la seule où la disette sévit partout.

112 - Alessio FIORE, « L'attività militare come vettore di mobilità sociale (1250-1350) », in S. CAROCCI (dir.), *La mobilità sociale nel medioevo*, *op. cit.*, p. 381-407.

113 - Jorgue DÍAZ IBÁÑEZ, « La formación de las élites eclesiásticas: aportaciones de la historiografía castellana y portuguesa », in S. CAROCCI (dir.), *La mobilità sociale nel medioevo*, *op. cit.*, p. 309-339 ; É. ANHEIM et F. MENANT, « Mobilité sociale et instruction... », art. cit.

114 - P. GRILLO, « Mobilità geografica... », art. cit. ; Luigi PROVERO, « Vassallaggio e reti clientelari: una via per la mobilità », in S. CAROCCI (dir.), *La mobilità sociale nel medioevo*, *op. cit.*, p. 437-451.

Malgré cette inquiétante note finale, l'enquête menée sur la conjoncture des années 1300 est loin de confirmer l'image très pessimiste que des études régionales avaient apportée jadis : l'écroulement démographique et la désertion des montagnes navarraises de M. Berthe ou de la Haute-Provence d'Édouard Baratier¹¹⁵, la dépossession foncière de la paysannerie toscane observée par Giuliano Pinto et Giovanni Cherubini¹¹⁶, ne sont pas généralisables. Paradoxalement, dans ce monde « plein » qui précède la Peste noire, on fuit les zones au climat rude et aux terres pauvres, d'une part parce qu'elles sont encore soumises, dans leur isolement, à un régime seigneurial aux lourdes contraintes devenues insupportables et, d'autre part, parce que des régions voisines, même très peuplées, offrent une vie plus large et ouverte. Les migrations qu'on pensait consécutives aux vides ménagés par la Peste noire dans des régions fertiles ont en fait commencé bien avant le renversement démographique et se sont prolongées après lui. L'enquête n'a pas non plus permis de généraliser le modèle toscan de paupérisation d'une paysannerie prise dans l'étau du crédit urbain, étouffée dans un *contado* que bouleversent les investissements citadins, même si les difficultés que connaît la petite paysannerie sont communes à la plus grande partie des régions étudiées à un degré plus ou moins grave.

L'image qui s'impose est celle d'une mosaïque de situations dont les échelles s'imbriquent à l'infini. Les raisons de cette diversité sont elles-mêmes multiples. Parmi elles, citons à nouveau le fait que les régions méridionales n'ont pas connu le violent coup de rabot de la crise météorologique de 1315-1317 qui brutalisa uniformément les pays du Nord. Citons aussi la multiplicité géographique de l'Europe méditerranéenne : même les plaines littorales sont ici coupées de reliefs et constituées de bassins aux aptitudes et aux histoires distinctes. Bien entendu, la forme de l'enquête a sa part de responsabilité dans l'image qu'elle transmet. Le cadre régional, microrégional, voire local, qui permet l'observation détaillée et concrète des processus sociaux, a été préféré aux analyses macroéconomiques. Il accentue l'impression de disparité. Il reste que, même lorsqu'on décline les traits les plus transversaux, les plus communs de cette époque, qu'il s'agisse de la mise en place d'une fiscalité « publique » ou de l'irrigation des territoires par les activités commerciales, les nuances sont vives. Que la densité et l'activité des marchés ruraux ne se ressemblent guère par exemple en Frioul ou dans la plaine padane n'est guère surprenant. Mais que la pression fiscale soit très différente entre deux villages appartenant l'un et l'autre au royaume d'Aragon l'est davantage. Ces différences de fiscalité introduisent de fortes distorsions de conjoncture, au moins momentanément, avant que des mécanismes régulateurs ne se mettent en place. L'Europe méditerranéenne associe dans les premières décennies du XIV^e siècle des régions de prospérité ancienne, où nombre de paysans peinent à survivre et à

115 - M. BERTHE, *Famines et épidémies...*, *op. cit.*, et É. BARATIER, *La démographie provençale...*, *op. cit.*

116 - G. PINTO, « Note sull'indebitamento contadino... », *op. cit.*; *Id.*, *Il libro del biadaiolo...*, *op. cit.*; Giovanni CHERUBINI, « Proprietari, contadini e campagne senesi all'inizio del Trecento », *Signori, contadini, borghesi. Ricerche sulla società italiana del basso Medioevo*, Florence, La Nuova Italia, 1974, p. 231-312.

s'adapter au nouvel air du temps, et des régions émergentes comme le royaume de Valence qui sont encore en pleine croissance.

Par-delà les inégales aptitudes climatiques ou pédologiques régionales, l'inégale pression fiscale et l'inégale intensité des échanges et de l'ouverture économique, l'impression d'ensemble n'est pas celle d'une régression globale du niveau de vie. Bien des études antérieures, surtout archéologiques, en avaient déjà fortement donné le sentiment. On construit peut-être moins bien, dans des appareils moins réguliers, les demeures seigneuriales, mais elles sont bien plus vastes. Pris dans leur ensemble, les produits artisanaux sont peut-être de facture moins soignée, mais c'est le corollaire de leur diffusion plus profonde dans le corps social. Les décors et les formes sont plus variés. Si des régions comme la Catalogne connaissent déjà une vraie diversité du matériel culinaire et des ustensiles, elle caractérise désormais l'ensemble du pourtour méditerranéen. Toutefois la large diffusion de produits fabriqués hors du cadre domestique ne doit pas être considérée comme le signe infallible d'un mieux-vivre général. Il est difficile de savoir qui tire profit de la « vulgarisation » de la production artisanale ; elle peut laisser de côté toute une part de la population qui, précisément parce qu'elle ne consomme pas, ne laisse pas de trace archéologique de son mode de vie.

La toile de fond de l'époque est l'augmentation de la productivité artisanale, telle que l'ont montrée les travaux de Dominique Cardon sur le textile languedocien ou ceux de Catherine Verna sur les forges pyrénéennes¹¹⁷. Il faut l'associer à l'importance des échanges sous toutes leurs formes, bien mieux articulés et connectés entre eux qu'on ne l'a longtemps pensé : les travaux de Judicaël Petrowiste sur le Toulousain l'attestent par exemple avec force¹¹⁸. La « commercialisation », chère aux historiens anglophones, vaut aussi pour les régions méditerranéennes à qui elle a offert toute une gamme de nouveaux possibles. L'intensité nouvelle des échanges a traversé de part en part toute notre enquête dont elle a été l'une des constantes.

Dans les bonnes années, les salaires d'appoint, très largement en numéraire, permettent l'accès aux denrées présentes sur le marché. Beaucoup de petites exploitations troquent leur activité à dominante vivrière pour s'orienter vers des productions qu'elles vendent et dont elles tirent une rémunération suffisante pour survivre. Mais la situation est fragile et à la merci d'une cherté des grains.

Or les années 1300 ne sont pas un long fleuve tranquille, mais une période secouée de nombreux à-coups de toute nature. Les guerres sans doute au premier chef. La fiscalité, qui même si elle tend à devenir de plus en plus régulière, connaît encore des années de lourde surprise fiscale. Les accès de cherté et la spéculation qui y est associée. C'est l'un des paradoxes de ce temps que de connaître d'une part une rapide ouverture et une intégration des espaces économiques, qui se

117 - D. CARDON, *La draperie au Moyen Âge...*, *op. cit.*, et Catherine VERNA, *Le temps des moulins. Fer, technique et société dans les Pyrénées centrales, XIII^e-XVI^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

118 - J. PETROWISTE, *Naissance et essor d'un espace d'échanges...*, *op. cit.* ; *Id.*, « Pourveu toutesfoiz... » , art. cit.

calquent de plus en plus sur le politique, portant aux frontières des États les taxes douanières, imposant une réelle uniformisation des frappes monétaires et même des tentatives – échouées – d’homogénéisation des poids et mesures ; mais d’autre part aussi un cortège d’accidents brutaux qui sectionnent les lieux et le temps. Plus qu’une réduction de l’approvisionnement en métal précieux, ce sont les soubresauts aux conséquences plus ou moins imprévues des décisions princières qui malmènent les circuits économiques. Non seulement ceux qui touchent les masses, mais aussi ceux qu’animent leurs banquiers.

De même, plus que l’épuisement des terres et l’incapacité à nourrir la population, ce sont, comme encore de nos jours, les comportements de stockage, de spéculation ou de panique qui transforment des accidents climatiques de gravité moyenne en catastrophes. Et dans ce domaine aussi, l’époque peut paraître paradoxale puisqu’elle spéculé plus que les siècles antérieurs, en même temps qu’elle s’emploie à interdire l’exportation si la récolte est mauvaise, à faire venir d’ailleurs le blé qui manque, à organiser des distributions et à réglementer le prix du pain pour éviter qu’il flambe. Ce sont les mêmes milieux qui allument le feu de la spéculation et qui tentent de l’éteindre par des mesures publiques d’organisation de l’approvisionnement et de contrôle des prix.

Résister à ces violences diverses, de la société plus que de la nature, n’est pas facile dans un monde qui a largement délaissé une mentalité vivrière pour adopter, peut-être en grande partie sous la contrainte, une attitude plus risquée. Savoir participer aux transformations qui ont mis en place des techniques plus complexes, pouvoir en tirer parti, n’est pas donné à tous. Certains, sans doute corsetés par des conditions de production rigides et difficiles, doivent recourir à un crédit qui les précipite à leur perte ; d’autres – probablement la majorité – s’en servent comme d’une solution à des difficultés temporaires ; d’autres, enfin, en font un tremplin pour investir. Le crédit, très largement répandu, est multiforme ; s’il contribue globalement à donner de l’aisance et de la liberté à l’économie, ses usages sociaux sont variés et même contradictoires, à l’image de la période.

Gagnants et perdants : l’écart se creuse. Nombreux sont ceux qui ressentent le malaise, l’injustice de la situation qu’ils vivent. D’où les accès de colère du peuple des villes, accès qui ne touchent guère encore les campagnes. L’enquête a débouché sur la nécessité de prendre en compte la mobilité sociale, entre réalité et ressenti. Il faudrait l’approfondir, observer notamment le fonctionnement des familles, le sort réservé aux cadets, la difficulté nouvelle pour les jeunes campagnards de trouver une bonne place dans ces villes qui grandissent vite. Les chemins classiques semblent se fermer : les métiers s’ouvrent moins aux apprentis qui peinent à s’établir à leur compte. Si l’on en juge par la multitude des notaires et par le nombre de pauvres clercs, la maîtrise de l’écriture ne garantit plus une place notable dans la société. Même la naissance n’épargne pas les difficultés à nombre de seigneurs et de chevaliers ; jusqu’à certains établissements monastiques qui sont touchés par l’insuffisance de leurs revenus. Suivre les dynamiques ascendantes et descendantes semble une clé pour comprendre une période qu’on perçoit gagnée par un sentiment d’instabilité : elle n’est pas sans écho actuel. Il est aussi des ascensions par une voie sûre et nouvelle qui s’ouvre aux élites urbaines comme à

celles des bourgades, c'est le service de l'État : la guerre certes, mais surtout la justice et la finance, l'adjudication des fermes royales ou urbaines et la dette publique. La nouvelle puissance de l'État sert celle de ceux qui le servent et s'en servent. Et vice versa.

Le tournant de 1300 : incontestablement des années de crise, au sens où l'économie et la société subissent des tensions destructrices et novatrices à la fois ¹¹⁹ ; mais dans le monde de la Méditerranée occidentale, on ne peut pas y voir un temps de récession généralisée qui buterait sur l'épuisement des ressources.

Monique Bourin
Université Paris-I-LAMOP

Sandro Carocci
Università di Roma Tor Vergata

François Menant
École Normale Supérieure, Paris

Lluís To Figueras
Université de Gérone



119 - Cette crise, qu'on pourrait qualifier de schumpeterienne, s'articule avec une ouverture des espaces qui ajoute l'apparition de concurrences régionales aux troubles introduits par les innovations commerciales et artisanales.